



Trophées des SOLUTIONS

2^{ÈME} ÉDITION - 2018

L'ÉVÉNEMENT TOULOUSAIN À IMPACT POSITIF

LE JOURNAL TOULOUSAIN DÉCERNE LES TROPHÉES DES SOLUTIONS À DES :

CITOYENS,
ENTREPRENEURS,
ASSOCIATIONS,
COLLECTIVITÉS
OU ENTREPRISES

3 TROPHÉES

SERONT REMIS POUR LEURS ACTIONS ET INITIATIVES À IMPACT POSITIF

SOCIAL, SOCIÉTAL ET ENVIRONNEMENTAL

Pour participer à la soirée, merci de confirmer votre présence avant le 5 avril par mail : jt.trophees@gmail.com



LE 12 AVRIL
Au Lab'Oïkos
32, Rue Riquet
Toulouse

LE JOURNAL TOULOUSAIN



COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Et maintenant p.11
QUI POUR RELANCER
LE DOSSIER
CANAL DU MIDI ?

Politique p.13
QUELLE ORGANISATION
POUR L'OPPOSITION
MUNICIPALE ?

MÉDIA DE SOLUTIONS



JEUDI 12 > 18 AVRIL 2018 - N° 784



Trophées des
SOLUTIONS
2^{ÈME} ÉDITION - 2018

LE 12 AVRIL
Au Lab'Oïkos
32, Rue Riquet
Toulouse



C'EST L'HISTOIRE D'UN HEBDOMADAIRE LOCAL...

... en recherche de solutions globales

est édité par Scoparl News-Médias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulouse.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire:
1016 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Séverine Sarrat
redaction@lejournaltoulouse.fr
RÉDACTION :
Séverine Sarrat, Nicolas Mathé, Paul Périé,
Grégoire Souchay, Fleur Olgner, Monique
Castro, Claire Villard, Martin Gausseran,
Vanessa Vertus, Nicolas Belaubre, Charline
Poullain.
CHEF DE PROJET WEB :
Olivia Marian
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Alix et Héléne Ressayres
MAQUETTE :
Isabelle Aubry
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre, Xavier Pamphile et
Sylvie Cotillec
Tél : 07.62.89.26.21
service.commercial@lejournaltoulouse.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Pour la deuxième année consécutive, le JT remet les Trophées des solutions, au Lab'Oikos (32 rue Riquet), ce jeudi. Une manière pour nous de récompenser les initiatives que nous avons découvertes tout au long de l'année.

Chaque semaine, la rédaction du JT fouine, cherche et débusque des actions de citoyens, des projets d'entreprises, des politiques menées par les collectivités ou des opérations lancées par des associations. Qu'ils soient traités dans nos dossiers thématiques hebdomadaires ou dans des articles d'actualité, tous ont un point commun : leur impact positif sur notre société.

Dans une dimension environnementale, sociale ou sociétale, des femmes et des hommes choisissent de s'emparer des enjeux contemporains pour tenter de faire bouger les lignes. C'est ceux-là que nous souhaitons mettre en lumière aujourd'hui. D'abord pour faire connaître leurs solutions au plus grand nombre, ensuite pour qu'ils inspirent d'autres projets. Parce que nous pensons qu'une initiative qui pourrait changer notre façon d'appréhender le monde mérite d'être essaimée.

La rédaction a ainsi épluché les 50 derniers numéros du JT et gardé les idées qui lui paraissent les plus impactantes, les plus originales ou les plus concernantes pour ses lecteurs. Nous les avons remises entre les mains d'un jury indépendant, proche de l'économie sociale et solidaire. Rendez-vous ce jeudi pour connaître les lauréats, ceux qui se verront décerner un trophée des solutions.



Séverine Sarrat

CONCERTATION
CITOYENNE



**Alimentation,
on a encore
le choix !**

JE M'EXPRIME SUR
laregion.fr/alimentation



**L'ALIMENTATION
GRANDE CAUSE
RÉGIONALE 2018**



Sud-Ouest BIOGAZ

Valoriser les effluents d'élevage et les déchets végétaux agricoles, tout en produisant une énergie renouvelable. C'est la promesse de Sud-Ouest Biogaz grâce à la méthanisation. Cette technique consiste à accélérer le processus naturel de dégradation des déchets organiques en biogaz. Ce dernier pouvant ensuite être transformé en chaleur ou en électricité.

Sud-Ouest Biogaz, spécialisé dans l'installation de méthaniseurs dans les exploitations agricoles, permet ainsi « d'absorber les surcoûts de mise aux normes du stockage des effluents et d'améliorer les bilans fertilisants et agronomiques de la ferme ». « Grâce à cette technique, on peut en effet

produire un digestat hautement fertilisant et l'on assure une autonomie en termes de chaleur et d'électricité », affirme Elie Bart, cofondateur de Sud-Ouest Biogaz. L'excédent d'énergie produite peut aussi être revendu au distributeur de gaz naturel ou d'électricité. Après un rapide calcul, il estime « qu'une unité de méthanisation moyenne d'une capacité de 5 000 à 10 000 tonnes peut couvrir les besoins de 80 foyers se chauffant à l'électricité ». De la conception technique à la mise en service des méthaniseurs et la fourniture de pièces, en passant par la formation de leurs clients, Sud-Ouest Biogaz s'engage à fournir une installation clé en mains. Et cela, en fon-



tion des substrats disponibles sur l'exploitation: une méthanisation en voie sèche pour les déchets solides et pailleux comme le fumier, et en voie liquide pour les effluents comme le lisier.

so-biogaz.fr

It

ENVIRO

PHÉNIX Midi-Pyrénées

Depuis 2015, Phénix encourage les grandes surfaces à donner une seconde vie aux produits périmés ou proches de l'être, et ainsi à lutter contre le gaspillage. En faisant le tour des centres commerciaux pour les convaincre de céder leurs invendus à des associations caritatives, l'entreprise sauve ainsi 50 tonnes par jour (à l'échelle nationale) de produits destinés à la poubelle, soit l'équivalent de 100 000 repas. Les aliments ayant dépassé la date limite de consommation sont, eux, proposés à des éleveurs ou à des zoos.

Cette initiative d'économie circulaire, portée par Alice Hua en Midi-Pyrénées, vise à sensibiliser les grandes surfaces sur la réduction de leurs déchets et leur revaloriser. Pour cela, Phénix dispose d'une plateforme numérique permettant de mettre en relation, en temps réel, les supermarchés ayant du surplus et les associations partenaires. En parallèle, un travail de terrain est effectué régulièrement pour sensibiliser les gérants au zéro déchet et former leurs employés au tri. L'entreprise accompagne également la mise en place de la logistique et de circuits courts.



Et pour convaincre les grandes surfaces de sauter le pas, Phénix fait valoir un argument économique plutôt qu'éthique : « Les gérants sont surtout intéressés par l'aspect financier. Nous leur expliquons alors que revaloriser leurs invendus limitera leur "casse". Elle représente 1% de leur chiffre d'affaires », explique Alice Hua, directrice de Phénix Midi-Pyrénées.

www.wearephenix.com

SYMBIOSPHÈRE

Des nichoirs à oiseaux aux gîtes à insectes, en passant par les refuges à mammifères ou à amphibiens reptiles, Symbiosphère propose aux particuliers, aux collectivités, aux entreprises et aux associations des solutions pour contribuer à préserver la biodiversité locale. Pour cela, Leslie Faggiano, docteur en écologie, Yann Le Portal, ingénieur environnement et Pierre Le Portal, menuisier, ont associé leurs compétences pour produire, de manière écoresponsable, des habitats à destination d'espèces animales en milieu urbain. Façonnés à base de matériaux écologiques comme le bois issu de forêts locales gérées durablement et l'ardoise, « les petits refuges



COBRATEX

Convaincue par les nombreuses propriétés techniques et les atouts environnementaux du bambou, la start-up toulousaine Cobratex a conçu un procédé permettant d'en extraire des bobines de fil. Une nouvelle matière qui pourrait bien, un jour, remplacer le plastique ou certains métaux prisés par l'industrie.

Edouard Sherwood en a eu l'idée alors qu'il était ingénieur chez Airbus. Là, il prend conscience que « l'industrie fait de plus en plus appel à des matériaux composites biosourcés », notamment celle des sports de loisirs, à la recherche de matières premières robustes et légères. Il parie donc sur le bambou et dépose un brevet, suite à une collaboration avec l'École des Mines d'Albi-Carmaux, pour un procédé inédit d'exploitation de la plante

brute pour en extraire les fibres, les souder et les tisser.

Et il n'est pas le seul à être séduit par les propriétés du bambou, car les commandes affluent. Depuis sa création en 2013, Cobratex a multiplié sa production par sept. « Nous fabriquons aujourd'hui un mètre carré par jour, mais, dans l'idéal, pour couvrir les demandes de l'industrie, nous devons augmenter la cadence, jusqu'à un mètre carré par seconde! », confie Édouard Sherwood. Une levée de fonds d'un million d'euros est en cours pour permettre à l'entreprise de passer à la vitesse supérieure et de préparer l'industrialisation de son produit.

cobratex.com



© Franck Aïx / JI

NNNEMENT

Jt

sont parfaitement acceptés par leurs futurs occupants et respectent le développement des espèces que l'on cherche à protéger», expliquent les trois cofondateurs de cette Scop née en 2015.

« Nous installons nos produits dans les arbres ou sur les façades de bâtiments et nous animons des formations afin d'impliquer, d'expliquer, de convaincre et de transmettre des connaissances sur la préservation de la biodiversité », précisent-ils. Ainsi, les installations permettent à la fois à leurs clients de protéger et d'observer régulièrement plusieurs espèces animales dans leur espace de vie. Voire même de bénéficier de leur présence : « Si vous possédez un potager, ces actions attireront les pollinisateurs et autres auxiliaires du jardin », termine l'équipe.

symbiosphere.fr



IODINES

L'autopartage, c'est bien. En électrique, c'est mieux ! C'est en quelque sorte le credo de Iodines, jeune start-up toulousaine qui s'est positionnée sur le marché de la location de voitures électriques. Sans abonnement et en libre-service dans toute la Ville rose, les véhicules sont disponibles à la demande et peuvent être pris et rendus n'importe où à Toulouse. Ceci pour éviter à l'utilisateur de chercher une place de stationnement, notamment pour le rapporter. La jeune société propose également un service de voituriers qui offre la possibilité aux clients de se faire livrer le véhicule à un point donné. « Le but est de simplifier au maximum la vie des usagers, y compris sur la tarification, puisque nos prix sont basés sur le temps d'utilisation », explique Carole Poulat, cofondatrice de Iodines. Pour elle et Loïc Urbain, son associé, l'autopartage dispose d'un bel avenir. Encore faut-il

accompagner le changement d'habitude, de la possession vers l'usage.

Leur objectif : diminuer le nombre de voitures personnelles qui circulent

dans les grandes agglomérations en développant le covoiturage, et remplacer peu à peu les moteurs thermiques par des électriques. La flotte de Iodines est composée de Peugeot Ion, de Renault Zoé et de Smart ED. Différents modèles s'adaptant à l'utilisation que l'utilisateur souhaite en faire.



iodines.fr

Clichés de QUARTIER

L'association La Gargouille organise depuis 15 ans des randonnées urbaines à la découverte des richesses architecturales de plusieurs quartiers populaires de Toulouse, dont celui de la Reynerie où elle est implantée. « Sans nier les problèmes, notre but est de changer le regard sur les quartiers prioritaires de la ville tout en redonnant le blason de ses habitants », explique Catherine Beauville, directrice de l'association. Avec des étudiants de l'Institut d'études politiques de Toulouse, La Gargouille a porté en 2017 le projet "Clichés de quartier". Des élèves du lycée Rive Gauche au Mirail ont notamment sillonné la Reynerie avec leurs smartphones pour poser sur le quartier un regard artistique et esthétique. Une démarche collective et créative pour rappeler que ces secteurs mal considérés de Toulouse ne sont pas faits que de béton et de tensions et sont tout aussi passionnants à connaître que ceux du centre-ville ancien. Deux autres quartiers dits sensibles – Empalot et Arnaud-Bernard – étaient également au cœur du projet qui s'est concrétisé sous la forme de plusieurs expositions dans la ville. « Sensibles, oui nous le sommes. Nous sommes assoiffés de reconnaissance. Dans les quartiers populaires aussi, il y a des châteaux, des ruines romaines... Tout un patrimoine à découvrir », revendique Catherine Beauville, qui entend bien continuer à œuvrer pour que les habitants de ces quartiers se sentent partie intégrante de l'Histoire de la ville et même de la France.



© Franck AIX / JT

la-gargouille.org

It

SO

BRINS de parole

Comment les étrangers, immigrés ou réfugiés, vivent-ils à Toulouse? Pour le savoir, il faut ouvrir un journal pas comme les autres, "Brins de paroles", réalisé par des apprenants en langue française. Fruit de la rencontre entre la journaliste Ariane Melazzini-Déjean et Nathalie Strelkoff, coordinatrice de l'association Parole Expression qui dispense des cours de français, le projet invite à mieux connaître les étrangers qui arrivent en France. « La migration des populations est devenue un enjeu majeur. Bien accueillir ces arrivants est un moyen de garantir leur insertion et une participation positive dans la société. Leur présence et leur histoire sont une richesse et, en plaçant le côté humain au cœur des actions, nous pouvons éviter le cloisonnement des populations », affirme Ariane Melazzini-Déjean. Encadrés par la journaliste lors d'ateliers, 12 personnes venues du monde entier, avec chacun

un niveau de français différent, ont participé à l'aventure. Libres dans le choix des sujets, certains racontent dans "Brins de parole" leur parcours et leur arrivée en France, d'autres exposent leurs talents (dessin, photographie...). Les deux premiers numéros du journal ont été tirés à 300 exemplaires et distribués gratuitement à la bibliothèque des Minimes ainsi que dans les centres culturels et associations du quartier. Les prochaines parutions pourraient également être mises à disposition dans les bibliothèques de la ville accueillant des étrangers lors d'actions dédiées à ce public. En attendant, "Brins de parole" est consultable sur le site de Parole Expression.



paroleexpression.fr

LE CAMION douche

Depuis trois ans, Le Camion Douche met à la disposition des sans-abris et précaires une salle de bain itinérante installée dans un camping-car. L'association toulousaine fonctionne de mars à décembre et va à la rencontre des personnes en situation de pauvreté, d'isolement ou d'exclusion, le lundi matin au Secours populaire, le mercredi soir sur la place Héraclès et le dimanche matin sur la place du Salin. À l'origine de l'initiative, Héloïse et Jérôme Brière, un duo père-fille engagé depuis plusieurs années dans le milieu associatif toulousain. « Nous nous sommes rendus compte que les douches publiques peuvent s'avérer contraignantes. Alors, nous avons vou-



Foyer RUELLES



Fondé en 2013 par l'association Cités la Madeleine du Secours Catholique, le foyer Ruelles est dédié aux femmes isolées se retrouvant à la rue. Accompagnées par des travailleuses sociales, ces dernières vivent de façon auto-

nome dans cette maison qu'elles partagent, et ont accès à la Banque alimentaire. « Il nous paraît fondamental d'offrir un lieu de vie même temporaire qui prenne en compte leurs besoins et l'exercice de leurs droits fondamentaux, au même titre que tout citoyen, comme celui d'avoir accès à des conditions d'hébergement dignes », lance Hiba Gomri, responsable du lieu. Ce défi à relever

s'adresse ici aux femmes, particulièrement exposées aux violences conjugales mais aussi aux maltraitances, à l'exploitation et aux conséquences des dégradations climatiques et des guerres. Dans cette structure à taille

humaine, à mi-chemin entre un logement d'insertion individuel et un centre d'hébergement plus massif, les femmes peuvent prendre le temps de s'occuper d'elles, de leurs démarches. Ruelles est un lieu de vie basé sur les compétences des personnes plutôt que sur leurs défaillances. 400 femmes ont été accueillies depuis l'ouverture du foyer. 25 % en sont sorties avec une solution pérenne de logement. « Nous souhaitons que ce chiffre évolue et que le logement individuel ne soit pas forcément le seul modèle de sortie réussie. Ce projet est voué à être modélisé, tant il offre une solution humaine préservant les personnes d'un assistanat nuisible à leur émancipation », espère-t-on du côté de l'association.

ICIAL

Jt

« aller au-devant des personnes à la rue pour répondre à leurs besoins », explique la jeune femme. Depuis 2015, plus de 4000 douches ont été prises et autant de kits d'hygiène (mousse à raser, serviettes hygiéniques...)

ou de vêtements ont été distribués. Car même si l'espace est exigü, tout est pensé à l'intérieur du camping-car pour préserver l'intimité avec, en plus, une attention particulière à la propreté puisque la douche est nettoyée et désinfectée après chaque passage. « Lutter contre l'exclusion sociale, c'est aussi permettre à ces personnes de prendre soin de leur hygiène corporelle, qui est un besoin vital pour rester en bonne santé et retrouver une certaine dignité. Surtout, cela peut parfois être la première étape

vers la réinsertion sociale et professionnelle », assure Héloïse Brière.

lecamiondouche.com

Installée depuis 15 ans à Bellefontaine, l'association L'École et Nous tente de donner davantage de chances dans leur parcours scolaire et leur parcours de vie aux jeunes issus de ce quartier, où le chômage touche près d'un habitant sur deux.

Pour cela, elle agit autant sur l'implication des parents que sur un soutien aux jeunes eux-mêmes en organisant par exemple chaque année une remise de prix pour tous les collégiens ayant décroché une mention au brevet, lors de laquelle ils reçoivent des cadeaux et les félicitations d'élus et de chefs d'entreprise. « Cela n'a l'air de rien mais le fait que des gens croient en eux, cela compte beaucoup. Une des nos actions consiste d'ailleurs à mettre les jeunes en lien avec des entreprises du bassin pour leur ouvrir des perspectives d'avenir », explique Malika Baadoud, directrice de l'association. L'École

L'ÉCOLE et Nous

et Nous vient aussi en aide aux parents dépassés, en aidant ceux qui ont des difficultés à lire et à écrire ou en mettant à leur disposition des ordina-

teurs pour leur apprendre à s'en servir. Via les "Cafés des parents", ces derniers sont invités à parler librement des problèmes du quotidien dans le quartier, comme le radicalisme ou la drogue. Un partenariat avec l'association Arpade permet par exemple d'aider les jeunes en proie à des problèmes d'addiction. Et pour ouvrir d'autres horizons, des voyages sont organisés pour inciter les parents à nouer des liens de façon différente avec leurs enfants. Environ 260 familles du quartier sont ainsi accompagnées par l'association..



ecoleetnous.wixsite.com

Les Casiers FERMIERES

Magasins fermiers, drive fermier, Amap, de nombreuses solutions sont expérimentées pour permettre aux habitants des villes de s'approvisionner en produits de qualité, issus des champs voisins. Mais la mise en pratique s'avère souvent compliquée et coûteuse pour les producteurs. Pour s'affranchir de ces contraintes, Cornélia Fricker, cogérante de la Ferme de Cabriole, a créé en 2016 Les Casiers Fermiers, dans le quartier Croix-de-Pierre. Une boutique d'un genre nouveau où les consommateurs se servent directement parmi les produits accessibles 7 jours sur 7, de 8h à 22h, et disposés dans des casiers s'ouvrant automatiquement après paiement par carte bancaire. Un système gagnant-gagnant, selon sa conceptrice : « Pour nous, producteurs, c'est un moyen de vendre en circuit court au prix juste et d'être disponibles pour les clients tout en pouvant nous consacrer à nos exploitations. Pour les consommateurs, cela permet d'avoir des produits de qualité à des prix accessibles, via un système le moins contraignant possible. » Si l'outil utilisé est une machine, le lien avec les clients est tout de même entretenu via un cahier de liaison, une disponibilité télé-



léphonique, des apéritifs dégustation ou lorsque les producteurs viennent réapprovisionner. « C'est un moyen de créer du lien entre la campagne et la ville dans un quartier populaire où les gens ne se déplaceraient pas forcément dans une ferme ou ne participeraient pas à une Amap », poursuit Cornélia Fricker. Petit à petit, la boutique élargit sa gamme de produits et d'autres Casiers Fermiers pourraient bientôt voir le jour à Toulouse.

ferme-de-cabriole.com

Etymôn

Fondé en 2013 par l'association CitDepuis 2000, Etymôn aide les porteurs de projet, les associations et les entrepreneurs dans la création et le développement d'activités économiques d'utilité sociale ou environnementale. La Glanerie et la Maison du vélo ont par exemple bénéficié de cette aide. « Pour créer son entreprise, il faut savoir faire 36 métiers à la fois », explique Marc Terret, l'un des accompagnateurs référent de la structure. « Les personnes qui viennent nous voir ont un projet sérieux mais pas forcément toutes les compétences pour le réaliser. » Etymôn forme donc ses recrues au rôle de « chef d'orchestre » à travers des rendez-vous individuels. Le dispositif s'adapte aux besoins de chacun et concerne tous les aspects de la vie d'une entreprise : aide pour réaliser une carte de visite, établir un budget ou étoffer son réseau. Des réunions entre adhérents sont également au programme. Et si l'association guide ceux qui cherchent à donner du sens à leur travail, « il faut que le projet soit viable économiquement pour qu'il soit utile », ajoute-t-il, lucide. Les adhérents de cette "couveuse" qui dispose de 30 places, bénéficient également d'un cadre bienveillant :

It

SOC

Adopte ma TOMATE

Pour Octavia Ivan, jeune entrepreneuse roumaine arrivée à Toulouse il y a quatre ans, l'idée d'un site de rencontre entre propriétaires de jardins et jardiniers est partie d'un constat sensoriel : la différence de goût entre les tomates qu'elle achète ici et celles qui poussent sur le terrain familial de son village, près de Bucarest. « En Roumanie, cette pratique est encore très répandue. À Toulouse, je voyais tous ces jardins libres, je me suis demandé ce qu'il était possible de faire », raconte-t-elle. Elle se lance alors dans un concept de « Meetic du jardin » : « La plupart du temps, si les propriétaires de jardins ne font pas de potagers, c'est par manque de temps ou de compétences. Il faut donc les faire entrer en contact avec des gens ayant envie de jardiner mais pas d'endroit pour le faire. » En attendant l'application mobile, prévue pour mai, la plateforme accueille déjà 236 utilisateurs et a permis une quinzaine de connexions. Autant de relations qu'Octavia Ivan prend le temps d'accompagner avec l'aide d'agronomes pour conseiller les équipes de jardiniers sur les questions du bio ou de la permaculture. Aucun échange d'argent n'ayant lieu sur le site, la jeune femme propose la création de potagers



pour les entreprises et anime des ateliers de sensibilisation pour tous les publics afin d'asseoir son modèle économique. Avec toujours la même envie : « Fonder une communauté dans laquelle les générations se mélangent. S'il y a un endroit pour la transmission du savoir, c'est bien le jardin. »

adoptematomate.com

RUBIX Wear

Développé par la start-up toulousaine Rubix Senses & Instrumentation, Rubix Wear est un concentré de technologie.

Un nez miniature d'un centimètre sur deux permettant d'analyser les nuisances, notamment au travail. Outre la température et l'humidité, l'objet prend en compte la lumière, le bruit, les particules, la pression ou encore les vibrations. Pour le moment, Rubix Wear possède trois niveaux d'analyse : la qualité environnementale, la qualité alimentaire, et l'état de santé : « Les fluides humains sentent, et varient selon les pathologies. C'est comme un monitoring en continu », explique Jean-Christophe



UN MUR dans le réel

ils gardent leur statut et leurs droits de demandeurs d'emploi et peuvent tester leur activité à travers le numéro de Siret de l'association. Engagé dans le développement de l'économie sociale et solidaire, Etymôn souhaite aussi favoriser la création ou le maintien d'emploi dans les structures du secteur et a mis en place pour cela un groupe de recherche d'emplois d'utilité sociale.



© Franck Aïx / JT

Depuis près de deux ans, sur la cinquantaine de panneaux d'expression libre de la ville, fleurissent des affiches roses aux textes qui interpellent. Il s'agit de messages écrits par des Toulousains et collés par l'association Un mur dans le réel. « C'est une idée qui s'est imposée en découvrant la véritable utilité de ces panneaux. Ils sont là, non pas pour la publicité, mais pour afficher les opinions des citoyens et des associations à but non lucratif », explique Julien Médina-Delmotte, président du collectif. Pour voir son texte placardé, il suffit d'envoyer un mail à l'association. Les bénévoles ont élaboré une charte afin de « réfléchir à ce que l'on a le droit de dire ou pas dans un espace public », explique Julien Médina-Delmotte, qui aimerait ainsi mettre les citoyens devant leur responsabilité et contrebalancer « les réseaux sociaux, sur lesquels il est possible de poster un avis sans que cela ait de répercussions, de tenir des propos racistes sans en être forcément inquiété ».



© Franck Aïx / JT

Le but d'Un mur dans le réel n'est pas uniquement d'afficher des opinions. Il s'agit aussi d'apprendre à les formuler et à vivre en société. Pour sensibiliser les plus jeunes, les bénévoles interviennent dans plusieurs écoles primaires de la région toulousaine. Ils installent des panneaux d'expression libre dans les cours de récréation, organisent des sorties scolaires pour afficher des messages dans la rue et mettent en place des ateliers dans les classes pour débattre autour de l'expression libre et de ses limites.

unmurdanslereel.fr

IÉTAL

Jt

DIGITAL Girls

Mifsud, président-fondateur de Rubix Senses & Instrumentation. Ce dernier ne nie pas le potentiel anxiogène de son invention, mais pour lui, c'est un moyen d'évoluer vers des remèdes : « Si chaque porteur du Rubix Wear devient son propre analyseur, à terme, toutes les données vont fusionner et construire une pyramide de fiabilité. » Le champ des applications est infini, notamment au niveau professionnel. On pourra ainsi s'assurer de la qualité olfactive d'un même hamburger aux quatre coins du monde, échanger le bouquet de ses vins et fromages préférés, partager un parfum... Rubix Wear devrait être disponible en décembre 2018 et la version bracelet connecté est pour le moment privilégiée au format plug-in (accessoire) pour smartphone.

rubixsi.com

Mouvement féminin initié par plusieurs entrepreneuses de la région, Digital Girls mène des actions pour permettre aux femmes d'occuper une place plus importante dans le secteur numérique qui est un levier de transformation sociétale. « Nous sommes parties du constat qu'il y a un manque de mixité dans l'économie numérique. Dans les écoles d'ingénieurs ou les établissements informatiques, les filles n'osent pas s'inscrire dans des filières où les garçons sont surreprésentés. Et, sur le plan professionnel, il existe encore peu de projets de start-up portés par des femmes. L'idée est d'essayer de changer les habitudes et d'encourager un meilleur équilibre », affirme Carole Maurage, membre fondatrice du mouvement. En collaboration avec l'agence MyNeedMySolution, créée par cette dernière, Digital Girls a notamment organisé le marathon de l'innovation Wo'Mixcity, dont la première

édition a réuni 50 participants citoyens. L'événement a permis la création de cinq projets de start-up portés par des femmes dont deux sont en phase d'accélération et une en phase d'expérimentation.

Digital Girls regroupe aujourd'hui une communauté de 2000 personnes réparties en cinq groupes territoriaux (Toulouse, Montpellier, Albi, Tarbes et bientôt Paris). Convaincu que « les valeurs féminines portées par des hommes et des femmes peuvent aider à créer ensemble un avenir désirable », le mouvement prépare une deuxième saison de Wo'Mixcity, qui aura lieu à Paris, autour des thèmes de l'économie circulaire, de l'autoconsommation et de la qualité de l'air.

womixcity.com



LA SEMAINE EN BREF

111 98

C'est le nombre d'étudiants que compte la Ville rose. Selon le baromètre ImmoJeune publié le 9 avril, Toulouse occupe la troisième place du classement des villes les plus accueillantes pour les étudiants, derrière Lyon et Paris. Malgré le prix élevé du logement, Toulouse attire par son importante offre culturelle et pédagogique selon l'étude.

Un nouveau CENTRE SOCIAL et CULTUREL

Mercredi 11 avril, les nouveaux locaux du centre social et culturel Raymond IV ont été inaugurés dans le quartier Bayard-Belfort. Animé par les associations Alliances et Cultures et Remue-Ménages depuis 2017, le centre propose notamment un programme de soutien scolaire et des activités pour tous les âges.



Fausse inauguration aux SEPT-DENIERS

Samedi 7 avril, les habitants du quartier Sept-Deniers ont organisé une fausse cérémonie d'inauguration d'une station de métro. Une parodie, mise en scène par le président du conseil de quartier Marcel Martin, pour exprimer l'opposition des résidents face au choix du tracé de la troisième ligne de métro, planifiée pour 2024 et qui ne passera pas par ce secteur.



Baromètre VÉLO

Au vu du résultat du baromètre des villes cyclables, publié le 6 avril sur le site Parlons Vélo, il ne fait pas bon pédaler à Toulouse. La Ville rose occupe la huitième place sur onze au classement des agglomérations de plus de 200 000 habitants. Les cyclistes interrogés par la Fédération française des usagers de la bicyclette mettent en avant « le manque de sécurité et le peu d'implication de la municipalité ».

1 SUR 3

C'est la proportion de femmes victimes de harcèlement dans les transports en commun, selon un récent sondage de Tisséo. Le 5 avril, l'association Stop au harcèlement de rue, la Ligue des Droits de l'Homme et l'Association des usagers des transports de l'agglomération (Autate) se sont réunies, station Jean-Jaurès, afin de sensibiliser la population. Au cours de l'année 2017, 38 cas d'agressions ou de harcèlement ont été signalés sur le réseau toulousain. Pour faire prendre conscience du phénomène, deux campagnes d'affichage ont été lancées ces derniers mois dans les stations du métro et 300 agents Tisséo ont été formés pour accompagner les victimes dans leur dépôt de plainte.

30 AGENDA

> 14 AVRIL DE 10H À 18H

Une journée portes ouvertes consacrée à l'itinérance douce est organisée à l'espace tourisme de Haute-Garonne, 14 rue Bayard à Toulouse. L'occasion d'obtenir des conseils et de dénicher des bons plans pour des sorties en plein air dans la région.

> 16 AVRIL À 18H

L'ONG Médecins sans frontières donne rendez-vous à l'Espace des diversités et de la laïcité pour une réunion d'information. Elle expliquera le déroulement des missions, les conditions de travail et de vie sur le terrain, ainsi que les critères et le processus de recrutement. Une étape impérative avant de s'engager.

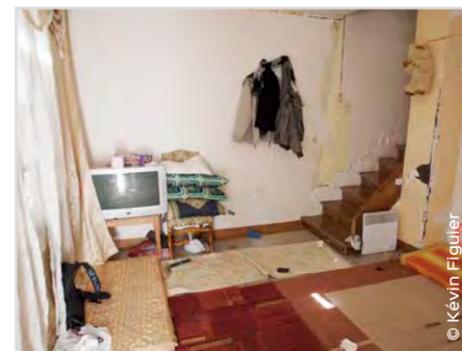
Ludovic ORLANDO

Ce paléogénéticien du CNRS à Toulouse a fait une découverte scientifique majeure, le propulsant à la Une du magazine américain "Science", le 6 avril dernier. Après l'analyse ADN de plusieurs races de chevaux, le Toulousain affirme que, contrairement à la pensée actuelle, la domestication du cheval serait apparue en Occident et non Kazakhstan. Une découverte qui réécrit l'histoire de l'animal, étroitement liée à celle de l'Homme.



Lutte contre L'HABITAT INDIGNE

La préfecture de Haute-Garonne a signé, le 9 avril, un protocole d'accord de lutte contre l'habitat indigne. Les collectivités locales, l'agence régionale de santé, la gendarmerie ou le Service départemental d'incendie et de secours s'engagent notamment, pour une durée de cinq ans, à développer le repérage et la prise en charge des occupants de logements insalubres en Occitanie.



GRAND ANGLE

Comment AMÉLIORER LA PRISE EN CHARGE DES PATIENTS *au* CHU ?

DIAGNOSTIC. Le 2 avril, le site d'information Médiacités révélait de graves dysfonctionnements remontés par le personnel du CHU de Toulouse. Pour l'établissement, ce système d'alerte est la preuve d'une démarche de qualité. Mais le malaise du personnel hospitalier partout en France est bien le symptôme d'un hôpital en détresse. Comment y remédier ?

Plus de 26 000 fiches d'incident enregistrées par le personnel du CHU de Toulouse ont été récemment mises en lumière par Médiacités. Une fuite qui pose de nombreuses questions sur la situation des hôpitaux. Dans un contexte d'économies drastiques sur le budget de l'hôpital public réalisées par le ministère de la Santé - 7 milliards d'euros en dix ans - ces documents révèlent des dysfonctionnements techniques et un manque de personnel chronique qui peuvent s'avérer inquiétants pour les patients. Ainsi peut-on lire sur l'une de ces fiches d'incident que le personnel est « fatigué de ce manque de moyens qui met en danger la vie des patients ». Une diffusion de documents de travail que la communication du CHU de Toulouse juge « inutilement anxiogène pour les patients et leurs proches ». En effet, pour l'hôpital, qui indique que ces signalements « correspondent à quatre années de recensement », « ces fiches traduisent l'engagement des équipes hospitalières dans la démarche de qualité déployée depuis plus de vingt ans au CHU de Toulouse ». Une charte, intégrée au règlement intérieur du CHU, oblige tout agent à

« alerter immédiatement » via un logiciel mis en place en 2017 et accessible à l'ensemble du personnel. Le CHU assure ainsi que « 80 % des fiches de déclaration de 2017 sont clôturées ». Alors que l'une d'entre elles, en 2016, signalait par exemple une porte de sas des urgences défaillante depuis trois ans, le CHU répond qu'il y a eu depuis cette date, « 26 demandes d'intervention prises en compte et traitées » pour des portes « très sollicitées et souvent dégradées ».



Dans un communiqué, la Fédération hospitalière de France Occitanie (FHF) « soutient à 100% les établissements dans leur démarche de transparence pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins ». Pour Alexandre Mokede, responsable des questions sanitaires à la FHF, un établissement où il y a beaucoup de fiches d'incidents est « paradoxalement un établissement où la parole est libérée ». « Idéalement, ce genre de dysfonctionnement ne devrait pas arriver mais, s'ils ont lieu, il vaut mieux que l'information remonte », précise-t-il. Mais le spécialiste va plus

loin. Les pouvoirs publics doivent se rendre compte « qu'il y a un problème de moyens ». « Nous appelons à une relance de l'investissement hospitalier. Il est nécessaire de dégager des marges de manœuvre et d'accorder des dettes aux hôpitaux afin qu'ils puissent investir », poursuit Alexandre Mokede. Il rappelle également le dévouement des professionnels de santé et les efforts considérables consentis par les médecins et les soignants. À ses yeux, la qualité de service dans les hôpitaux requiert là aussi « plus de moyens financiers pour leur permettre de mieux prendre en charge les patients ». Sur ce point, le CHU de Toulouse assure que « la sécurité des soins et la qualité des prises en charge prévalent sur tout arbitrage budgétaire » alors que l'établissement est engagé dans un rééquilibrage financier d'ici à la fin de l'année.

Paul Périé ✍

« Il est nécessaire d'accorder des dettes aux hôpitaux afin qu'ils puissent investir »

À LA LOUPE

Mieux prévenir les EXPULSIONS LOCATIVES

UN TOIT. Le Département lance un dispositif pour prévenir les expulsions. Il s'agit de se rendre chez les locataires en difficultés et de les accompagner.



« Le constat est simple. Certaines familles sont sous le coup d'une expulsion alors qu'elles auraient pu éviter d'en arriver là si elles avaient été accompagnées », dit Jean-Michel Fabre, vice-président du Conseil départemental en charge du logement. Depuis janvier, la collectivité lance une expérimentation inédite en France à destination des locataires du parc privé. Il s'agit de les orienter vers le panel d'aides existantes : le fonds solidarité logement, l'accès au droit, l'ouverture d'un dossier de surendettement, les initiatives des Centres communaux d'action sociale ou celles des associations...

Mais encore faut-il pouvoir s'entretenir avec ces personnes en difficultés. Il existait déjà des incitations à venir dans les Maisons des

solidarités (MDS) pour y trouver ces renseignements, mais seuls 5 % des gens en faisaient la démarche. L'idée est donc d'aller les rencontrer à domicile. Désormais, les MDS envoient un premier courrier aux ménages identifiés comme étant en défaut de paiement par la Caisse d'allocations familiales ou par les assignations en justice des propriétaires. Suit un second courrier du Comité pour le logement autonome des jeunes (Claj) ou de la fédération Soliha, œuvrant pour l'amélioration de l'habitat, qui fixe un rendez-vous. Et ça marche : 60 % des foyers contactés ont été rencontrés. Lors de l'entretien, un diagnostic est réalisé et débouche sur une présentation d'aides que les familles n'avaient pas pensé à solliciter. Ce dispositif lancé dans cinq Maisons des solidarités, à Aucamville, Toulouse centre, Castanet, Empalot et Saint-Gaudens, pourrait être élargi.

Charline Poullain ✍

ET MAINTENANT ?

Qui pour relancer LE DOSSIER CANAL DU MIDI ?

ÉCLUSE. Un an avant le renouvellement de sa candidature à l'Unesco, le Canal du Midi fait face à une nouvelle embûche avec le départ de la sous-préfète de région, en charge du projet. Les acteurs économiques appellent à une reprise en main plus forte du dossier.

Y a-t-il un pilote dans la péniche? C'est la question que l'on se pose depuis la semaine dernière alors que la sous-préfète de région, Marie-Thérèse Delaunay, a quitté ses fonctions pour rejoindre la sous-préfecture de Montluçon, dans l'Allier. Problème: elle était responsable du dossier du Canal du Midi. À la tête du comité des biens, installé fin juin 2016, elle avait notamment pu organiser, début 2017, les premières assises du canal. L'objectif était alors d'élaborer un plan d'action pluriannuel et de refaire valider le classement de l'ouvrage au patrimoine mondial de l'Unesco en 2019. Depuis, plus grand-chose n'a filtré sur l'avancée du dossier. « Nous sommes dans un tournant dans le pilotage du projet », précise la haute-fonctionnaire. « J'ai déjà mis en œuvre une bonne partie de mes missions. Le décret du 25 septembre 2017 a permis de classer, au titre des sites, les paysages du canal. Nous avons travaillé à la constitution d'un groupement d'intérêt public, mais une telle structure était trop formelle et pas assez mature », assure-t-elle.

Difficile d'en savoir plus. Qu'il s'agisse de la préfecture de Haute-Garonne ou de l'Aude, de Voies navigables de France (VNF), de la Direction régionale des affaires culturelles (Drac) ou de la Région Occitanie, personne n'a été en mesure de répondre à nos questions sur l'avenir du projet. Et le départ de la sous-préfète n'a, à notre connaissance, fait l'objet d'aucun communiqué de la part de ces acteurs engagés dans ce dos-



© Franck Aïx / JT

sier. Pour Pierre Cardinale et Valérie Piganiol, du club économique Toulouse au fil de l'O, la raison est simple : « Si vous trouvez des traces des travaux du comité des biens, vous m'appellez », lancent-ils, sarcastiques. Et pour cause, selon eux, les commissions thématiques qui étaient prévues « n'ont jamais vu le jour » et la concertation s'est bornée à « des réunions entre fonc-

« Un tournant dans le pilotage du projet »

tionnaires ». Conséquence : « Les problèmes de développement économique n'ont pas été abordés. » Et ils sont nombreux : outre l'abatage des platanes malades, se posent les questions des cabanes érigées par des sans-abris par endroits au bord du canal, des difficultés de gestion des eaux pluviales, de la pollution, de la cohabitation entre habitants des rives et voie verte...

S'y ajoutent les problématiques sociales à Voies navigables de France. « L'établissement public fait de plus en plus appel à des emplois précaires, des CDD saisonniers de deux à cinq mois. On craint qu'à terme, ils veuillent fermer le canal l'hiver », explique Dominique Gueffier, secrétaire

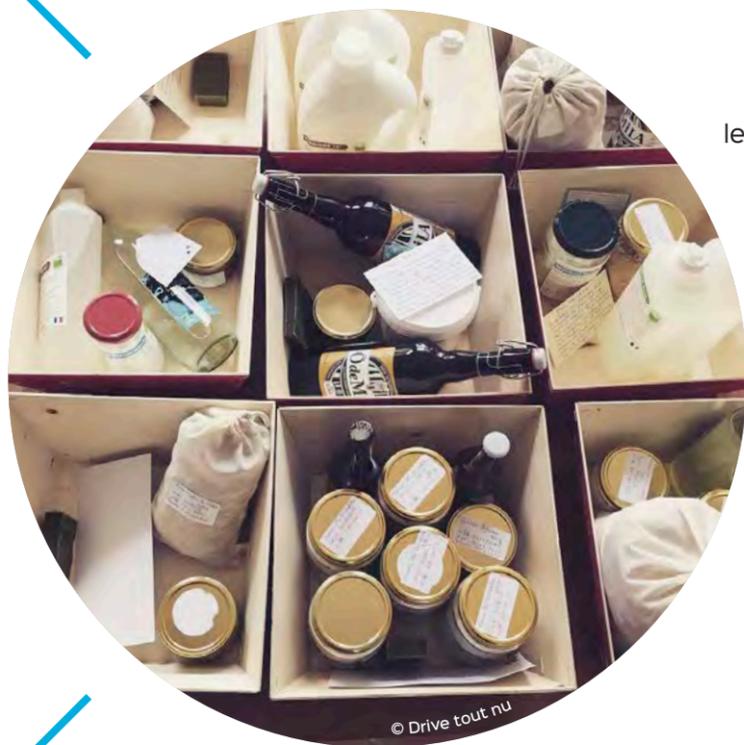
général de la CFDT dans la division Sud-Ouest de VNF. Face à toutes ces questions, pour Toulouse au Fil de l'O, « il est temps que l'État mandate des personnalités politiques pour reprendre en main un dossier dont l'administration se fiche ». Parmi les pistes évoquées, un duo entre Martin Malvy, ancien président PS de Région et le sénateur Alain Chatillon (Les Républicains), auteur d'un rapport en 2012 sur l'avenir du canal. Reste à voir si les intéressés se saisiront du projet avant le réexamen de la candidature à l'Unesco.

Grégoire Souchay ✍

ÇA BOUGE !

Le DRIVE TOUT NU démocratise le vrac

MALIN. Pierre et Salomé Géraud installent leur Drive Tout Nu au Périscope de Ramonville à partir du 12 avril. Le principe ? Faire ses courses sur Internet, les récupérer au drive et ramener les emballages tous réutilisables la fois suivante. Le duo se charge lui-même du conditionnement des produits, pour un mode de consommation circulaire zéro déchet.



© Drive tout nu

ledrivetoutnu.com

Un Français produit environ 590 kilos de déchets par an. Pour y remédier, Pierre et Salomé Géraud développent à Toulouse leur entreprise Le Drive Tout Nu, qui permet d'acheter aliments, cosmétiques et produits ménagers conditionnés dans des emballages réutilisables à rapporter. « Le vrac est la solution à une consommation responsable zéro déchet. Nous cherchons à le rendre plus pratique et économique pour tout le monde, et pas seulement les consommateurs engagés », affirme Salomé Géraud.

Sur son site, le Drive Tout Nu propose des produits au maximum locaux, français et bio, ou du moins issus d'un mode de culture respec-

teux de l'environnement. Ils sont achetés en gros, et conditionnés dans des bocaux, sacs en coton bio et bidons plastiques – pour les produits ménagers – réutilisables. « Les emballages sont gratuits au départ, puis nous incitons les consommateurs à les ramener par des bons d'achat de 10 centimes. Et cela fonctionne ! Certains nous apportent même leurs propres contenants », sourit Salomé Géraud.

En test depuis le 19 février, Le Drive Tout Nu enregistre une quinzaine de commandes par semaine. Provisoirement nomade, l'entreprise s'installe au Périscope en ce mois d'avril, et expérimente la livraison en véhicule électrique à la maison ou au bureau. Pierre et Salomé Géraud lancent aussi une campagne de financement participatif via la plateforme Ulule. Objectif : récolter 8 000 € pour s'implanter définitivement en mai, dans la zone où le public aura été le plus réceptif à l'initiative.

Fleur Olagnier ✍

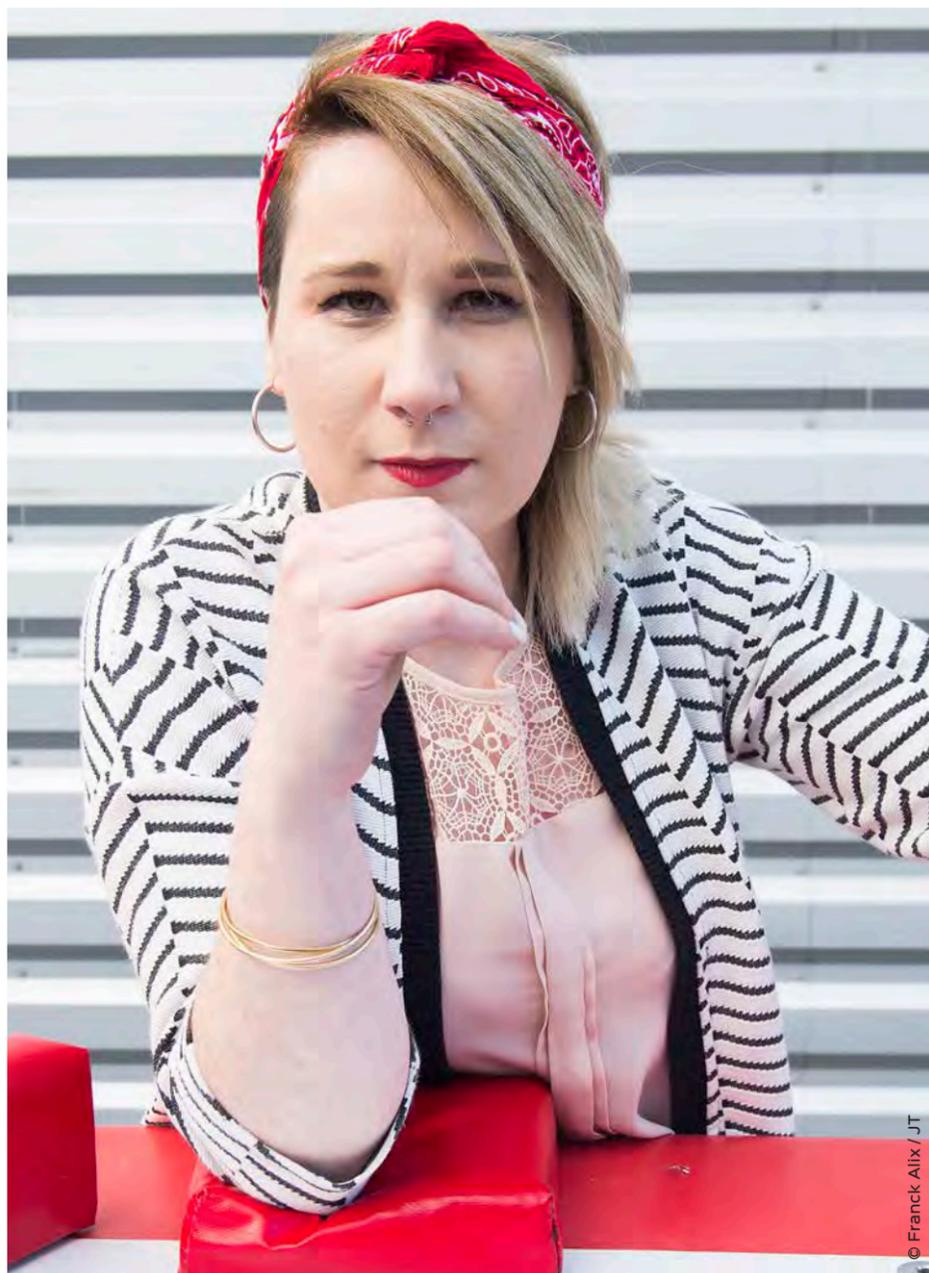
ELLE MÉRITE DE FAIRE LA UNE

Pauline CASTILLO

Femme à poigne

Moins pratiqué que dans d'autres pays, le bras de fer sportif semble avoir le vent en poupe en France où les clubs se multiplient. Le Toulouse Armwrestling Club a ouvert l'an dernier. Il est dirigé par une femme, Pauline Castillo, qui vient de remporter le titre de championne de France de la discipline.

✍ Monique Castro



DÉCIDÉE. « Quand je dis que je pratique le bras de fer sportif, les gens ouvrent de grands yeux », témoigne Pauline Castillo. Sa famille était dubitative : « C'est quoi cette lubie ? » Une sorte de virus plutôt, que cette Avignonnaise de 30 ans a attrapé à son arrivée dans la Ville rose, début 2017. Quelques mois plus tard, elle fonde le Toulouse Armwrestling club, premier club de bras de fer toulousain, dont elle est la directrice. « Je n'aime pas faire les choses à moitié », confie-t-elle.

PUISSANCE. C'est Thibaut Lely, qu'elle rencontre à Toulouse et qui deviendra son compagnon, qui l'introduit dans l'univers des ferristes. « Thibaut est dans le monde de la force. Une revanche sur la maladie qui l'a touché dans l'enfance », explique-t-elle. Champion d'Europe de power lifting, variante de l'haltérophilie, il pratique le strongman, littéralement homme fort, dont les adeptes déplacent des boules d'atlas ou des camions.

PASSION. Les yeux de Pauline brillent quand elle parle de bras de fer : « C'est un sport enivrant. Plus on progresse, plus on veut en faire. Il y a des mouvements que l'on ne fait cent fois et que l'on ne maîtrise toujours pas. » Les 11 licenciés toulousains (160 au niveau national) s'entraînent deux fois par semaine "à la table".

TECHNIQUE. Ludique et adapté à tous puisqu'il s'organise par catégorie de poids, le bras de fer sportif est peu pratiqué en France contrairement à d'autres nations comme les États-Unis, le Japon, la Suède – où il y a beaucoup de femmes – et les pays de l'Est. « Il ne faut pas se fier à la taille des bras ni à l'âge, le plus important c'est d'avoir un bon poignet, de bons ligaments et une bonne pression. »

COMBAT. C'est d'abord les yeux dans les yeux que se noue le duel. Puis, la position de la main, éminemment stratégique. « Quand on se place, on essaie de mettre les doigts le plus haut possible sur la main de l'adversaire, un demi-centimètre grignoté peut changer l'issue du combat. » Car tout se joue très vite. Un combat dure cinq secondes en moyenne. Des secondes précieuses qui lui ont permis de décrocher le titre de championne de France 2018.

TOP WEB



Benjamin Carlier. @benjcarlier / 11.04 : « À @Toulouse, le CREPS et @Univ_Toulouse développent plusieurs projets communs. Offre de formation, projets de recherche, équipements mutualisés... »

François Chollet (ex-LR) @FrancoisChollet / 07.04 : « Le CHU de Toulouse injustement accusé pour une politique qualité active. C'est parce que chaque agent a la pleine liberté de signaler tout événement indésirable que la qualité progresse. »

Deux pieds deux roues Toulouse / 11.04 : « Jean-Michel Lattes, Premier adjoint au Maire de Toulouse n'est pas pour le « tout vélo ». Qu'il se rassure, avec les 3 à 5% des déplacements réalisés à vélo en 2030 prévus par le plan mobilité de Tisseo, on a de la marge !! »

Université Toulouse 1 Capitole / 10.04 : « Vous avez la chance de changer votre paire de lunettes chaque année ?? pour d'autres c'est un luxe absolu. Participez à l'action : « développement durable : et si vous recyclez vos vieilles lunettes ? » en vidant vos tiroirs au bénéfice de ceux qui n'ont pas accès aux lunettes »

Conseil Départemental de la Haute-Garonne / 06.04 : « Votre opinion compte ! Dans le cadre de sa lutte contre les exclusions et la précarité, la Haute-Garonne s'engage avec 12 autres Départements dans le projet d'expérimentation d'un #RevenuDeBase. À cette occasion, une consultation publique est lancée sur notre site internet jusqu'au 31 mai avant que les résultats de l'enquête ne soient présentés lors d'un colloque à Bordeaux le 7 juin prochain. Ne perdez pas de temps, nous attendons votre avis : <http://monavissurlerevenue-base.fr> »

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

Quelle organisation pour L'OPPOSITION MUNICIPALE ?

DIVISION. Le départ attendu de Pierre Cohen du PS pour rejoindre Génération.s pose des questions sur l'avenir du groupe socialiste d'opposition à la mairie de Toulouse. Si l'ancien maire comme le Parti socialiste appellent à continuer le travail commun, la présidence du groupe reste un point d'achoppement.

Sans surprise, l'ancien maire de Toulouse Pierre Cohen (à droite sur la photo) a décidé de quitter le Parti socialiste pour rejoindre Génération.s et Benoît Hamon, avec lequel il souhaite « s'engager fortement », même s'il assure qu'il n'y aura certainement pas de responsables départementaux désignés dans ce « mouvement qui fonctionnera de manière horizontale ». Un choix logique au vu du soutien qu'il avait apporté au candidat lors de la primaire de la gauche et de ses divergences avec la politique du gouvernement Valls, notamment sur la loi El Khomri ou la déchéance de nationalité. Selon lui, le PS « n'est aujourd'hui pas en mesure de créer une dynamique des forces de gauche » pour contrer la politique de « droite technocratique » d'Emmanuel Macron. Pierre Cohen est accompagné dans cette démarche par deux autres élus municipales, Isabelle Hardy et Vincentella de Comarmond. Prenant acte de cette décision, les élus municipaux socialistes ont appelé dans un communiqué à « poursuivre dans l'unité, le travail engagé ensemble dans l'opposition municipale au sein d'un même groupe ». Une volonté partagée par Pierre Cohen, qui souhaite toutefois conserver la présidence de ce groupe d'opposition. « Ils appellent à l'unité mais me demandent de démissionner », s'étonne-t-il. Pour Joël Carreiras (à gauche sur la photo), autre figure de l'opposition la question se pose cependant puisque Génération.s serait alors à la tête du groupe avec seulement trois élus sur neuf. « Nous avons été élus avec l'étiquette socialiste. Pierre Cohen a fait un acte politique fort en quittant le PS. Il faut qu'il soit cohérent. Je respecte sa décision, même si elle participe à l'émiettement de l'opposition,



mais il ne peut pas continuer comme si rien n'avait changé. » Au contraire, l'ancien édile estime qu'il est légitime en raison du travail mené à la mairie de Toulouse pendant six ans et dans l'opposition depuis. Les positions semblent aujourd'hui assez fermes et, si l'on en reste là, chacun s'accorde à dire qu'il y aura alors deux groupes. Malgré ces divergences, les deux hommes assurent être en bons termes et veulent poursuivre la démarche de plateforme commune entamée avec le Parti communiste et les Verts. « Je n'ai pas quitté le PS pour des raisons locales », rappelle Pierre Cohen qui souhaite continuer à travailler avec les forces de gauche. « C'est indispensable pour s'opposer aujourd'hui à la politique de M. Moudenc », termine Joël Carreiras. Une nouvelle fois, la gauche se disperse. Pour mieux se rassembler ?

Paul Périé ✍



L'INDEMNITÉ DES ÉLUS conditionnée ?

Lors du dernier conseil municipal, l'élu d'opposition Romain Cujives (PS) a proposé de moduler les indemnités des élus en fonction de leur présence au sein des assemblées à la mairie et à la métropole, voire dans les commissions préparatoires. Une manière pour lui de « donner une force contraignante » à la charte de déontologie adoptée par la mairie en 2015. Daniel Rougé, adjoint au maire, s'est dit disposé à examiner sa suggestion.

POLITIC' PORTRAIT



VINCENT LABARTHE, un agriculteur à la Région

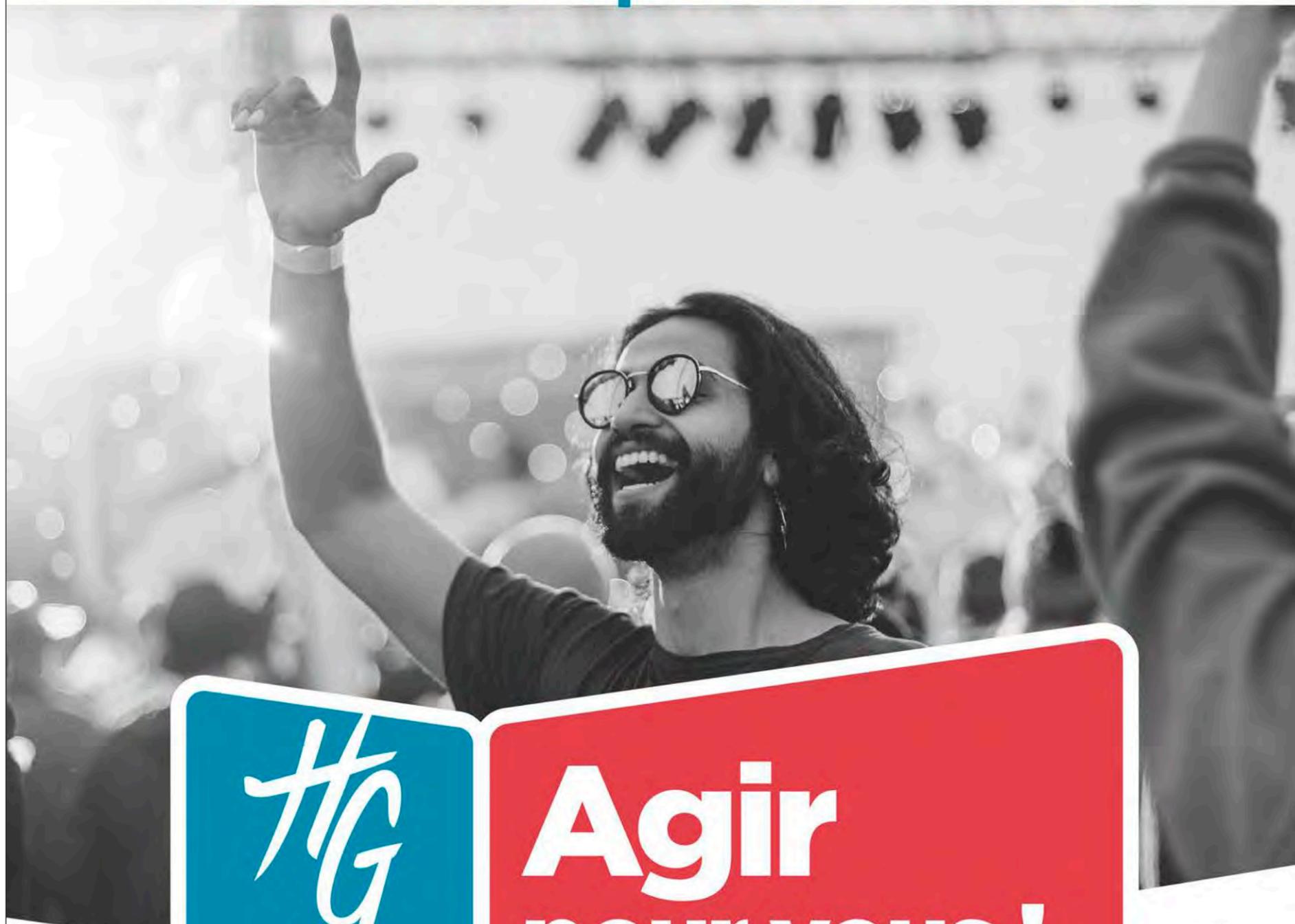
Vice-président du Conseil régional d'Occitanie, en charge de l'Agriculture, président de la communauté de communes du Grand Figeac, Vincent Labarthe est arrivé à la politique sur un coup de tête. Agriculteur de métier, une profession qu'il exerce toujours, l'élu socialiste entend défendre les territoires ruraux et le monde agricole.

Quand Vincent Labarthe n'est pas au Conseil régional, c'est pour s'occuper de ses 180 vaches laitières. À 47 ans, le président de la communauté de communes du grand Figeac, ancien maire du village lotois de Sainte-Colombe et vice-président de Région chargé de l'agriculture, est aussi éleveur. Une casquette qu'il porte depuis ses 19 ans et précise d'emblée vouloir conserver. Fils d'agriculteurs « qui avaient en horreur la politique », Vincent Labarthe est devenu maire sans étiquette de Sainte-Colombe en 1995... suite à un pari. « Avec des copains, on avait lancé le défi de faire entrer des jeunes au conseil municipal. On a monté une liste et l'on a décidé que celui qui aurait le plus de voix représenterait le groupe. J'ai été élu et pris par le virus de la politique », relate Vincent Labarthe. Progressivement, l'agriculteur gravit les échelons et devient successivement président de la communauté de commune Causse-Segala-Limargue, puis vice-président de celle du Grand-Figeac avant d'en prendre la tête, après le départ de Martin Malvy.

Ces étapes, Vincent Labarthe les a longtemps franchies sans appartenir à un parti. « J'ai pris ma carte au PS assez tardivement, en 2007 », note l'élu. S'il s'affirme de gauche, ce dernier fait partie de ceux qui, au Parti socialiste, jugent avec clémence le quinquennat de François Hollande. « Il faut voir l'état dans lequel il a récupéré le pays. Il n'a pas eu le temps de montrer les effets de sa politique. S'il avait eu un septennat, les choses auraient été différentes », constate-t-il. Une indulgence dont il ne fait pas preuve lorsqu'il s'agit de parler d'Emmanuel Macron et des États généraux de l'alimentation. La vaste concertation lancée en 2017 pour réfléchir au modèle agricole français est jugée avec sévérité : « Macron ne croit pas au potentiel de l'agriculture. Ces États généraux ne sont qu'une opération de communication », commente-t-il amer, avant d'évoquer son idée. « Il faudrait créer un outil de régulation étatique pour remettre de la marge sur les produits agricoles ». Un moyen, selon lui, d'enrayer la mauvaise santé de certaines filières comme le porc où les marges sont trop faibles pour assurer la survie des éleveurs.

Vanessa Vertus ✍

Conseil départemental



**Agir
pour vous !**

Depuis 2015, plus de 1 000 événements culturels gratuits

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL AFFIRME SON AMBITION POUR LA HAUTE-GARONNE

3 ans d'actions, c'est la promesse tenue d'un Département qui favorise toutes les réussites, qui cultive la solidarité entre tous les territoires et qui rassemble autour des valeurs de progrès et d'égalité.

Priorité donnée à l'éducation avec des collègues "citoyens" et la gratuité des transports scolaires, soutien affirmé à la culture, accompagnement personnalisé des familles, choix de l'investissement pour toujours plus de services publics au plus près des habitants, le Conseil départemental agit pour vous au quotidien et pour préparer le futur en Haute-Garonne.



pour en savoir plus haute-garonne.fr



Jeux CONCOURS

Gagnez l'un
de ces cadeaux
en envoyant
un mail à : [redaction
@lejournaltoulousain.fr](mailto:redaction@lejournaltoulousain.fr)
Mettre en objet :
Jeux concours

*Dans la limite des stocks
disponibles



LIVRE

"Parce que c'était toi ..."

À 16 ans, ils s'étaient juré un amour éternel. 27 ans plus tard, ils se sont retrouvés et rien n'a pu empêcher cette passion de renaître. Ni les deux beaux enfants de Camille, ni son mari. Mais peu à peu, Stephen, totalement libre, ne peut plus supporter cette liaison et somme Camille de choisir. Bouleversée par cet ultimatum, celle-ci a un accident de voiture où sa fille est blessée et elle-même très atteinte, surtout psychologiquement.



LIVRE

"L'héritage des espions"

1961: L'espion britannique Alec Leamas et son amie Liz Gold trouvent la mort au pied du mur de Berlin. 2017 : Peter Guillam, fidèle collègue et disciple de George Smiley dans les services de renseignement, est tiré de sa retraite en Bretagne par une lettre de son ancien employeur, qui le convoque à Londres. Ses activités d'agent secret pendant la guerre froide le rattrapent. Quelqu'un doit payer pour le sang des innocents sacrifiés sur l'autel de l'intérêt général.

SORTIR

Eduardo Chillida LES JEUX DU POIDS ET DE LA MATIÈRE



DENSITÉ. Les Abattoirs consacrent une exposition à l'œuvre du sculpteur Eduardo Chillida, "La gravedad insistente", autour de l'idée d'espace et de gravité. Puissance de la matière et des éléments, et sobriété des formes se conjuguent chez cet artiste espagnol décisif dans le paysage contemporain du XX^e siècle.

"La gravedad insistente" s'organise autour d'une pièce maîtresse tout à fait surprenante: un pilier en acier de deux mètres de long, suspendu à la passerelle des Abattoirs, traversant les trois niveaux du bâtiment, et s'arrêtant à un mètre du sol. L'œuvre intitulée "Beau-lieu" illustre à elle seule le défi du sculpteur jouant avec les lois de la gravité. Accrochée dans le vide, elle pend, immobile, comme si elle avait toujours été là, alors que, invisibles, des forces colossales entrent en jeu pour maintenir dans l'air ce morceau de métal de près de trois tonnes.

Énergie, poids, matière: Eduardo Chillida est un sculpteur de l'abstraction. Originaire de San Sebastian, il préfère le dessin à ses études d'architecture. Dans les années 1940, il s'installe à Paris, découvre le Louvre, réalise ses premières œuvres en plâtre, mais se détourne rapidement du figura-

lisme. Il retourne dans sa ville natale où il commence à travailler dans une forge. « C'est une révélation, pour lui. Il se met alors à utiliser cette méthode ancestrale pour créer quelque chose de nouveau », commente Annabelle Ténèze, directrice générale des Abattoirs. Eduardo Chillida refuse d'offrir des socles à ses sculptures. « Pour lui, elles font partie intégrante de l'espace dans lequel elles sont présentées », poursuit-elle. Certaines pièces de l'exposition toulousaine sont conçues de manière à ce que, en s'approchant, le spectateur ne voit pas leur support. Les contempler depuis l'étage supérieur offre une expérience plus globale et, sans doute, plus conforme à l'esprit de l'artiste.

Une autre salle accueille, elle, les "Peignes du vent", structures installées sur la côte atlantique et symboles de la ville de San Sebastian. Ces gigantesques bras incurvés sont implantés à même la roche, leur forme simplissime et ouverte tel un crochet, est pensée comme une porte entre l'océan et la terre, qui « coifferait le vent », de la même manière que celui-ci nous décoiffe d'habitude. « Un travail de plus de 20 ans qui a nécessité la construction de fours spéciaux mais aussi de rails imposants pour déplacer ces pièces jusqu'aux rochers devant les accueillir », raconte Annabelle Ténèze. Fasciné par les éléments naturels, il a fait partie des précurseurs du land-art avec ces "peignes"

monumentaux, à l'époque où, de l'autre côté de l'Atlantique, des artistes américains sculptaient les montagnes ou les déserts.

Le massif côtoie le fragile dans le travail du plasticien, qui passe du simple papier découpé aux matériaux lourds. Les coloris, eux, restent bruts, et l'artifice n'a jamais sa place. En deux dimensions aussi, il tente « d'englober le vide », comme l'explique Annabelle Ténèze en indiquant la collection d'affiches sur lesquelles on retrouve les courbes épaisses et courtes des peignes.

Dans l'espace inférieur des Abattoirs, lui-même enterré à 11 mètres sous le niveau du sol, les pièces d'Eduardo Chillida semblent parfois en lévitation, quand d'autres manifestent tout le poids de la matière. À n'en pas douter, le lieu idéal pour faire vivre l'œuvre de cet artiste.

Claire Villard ✍

Eduardo Chillida,
La gravedad insistente
lesabattoirs.org

Du 6 avril au 26 août,
du mercredi au dimanche

GRAVITÉ zéro

L'exposition "La gravedad insistente" renvoie à celle du premier étage du musée, Gravité Zéro, une exploration artistique de l'aventure spatiale. Diamétralement opposées dans leurs formes et leurs intentions, les deux se rencontrent autour de l'idée de gravité, avec notamment la projection d'un film dans lequel l'astronaute Thomas Pesquet, en vol parabolique, réalise une sculpture en papier qui "tient" en apesanteur, mais serait impossible à stabiliser sur Terre.

LÈCHE VITRINE

UNCLE BEN
jette l'encre
à Blagnac

PEAU NEUVE. Le 2 février, Ben Leitz a ouvert son premier salon de tatouage, sobrement nommé "Uncle Ben Tattoo". Un lieu atypique, bien loin des enseignes habituelles, où le jeune homme compte bien laisser sa marque.

"California". Le titre du groupe Delinquent Habits résonne dans tout le salon d'Uncle Ben. Sur les murs, un portrait graffé de Notorious B.I.G. côtoie celui de Spike Lee. Dans un cadre, trois mots : «*This is art*», pour rappeler qu'un tatoueur peint la peau comme l'artiste sa toile.

«*C'est l'aboutissement d'un rêve*», explique, Ben Leitz, alias Uncle Ben, qui à seulement 30 ans cumule déjà les casquettes de tatoueur, graffeur... et d'animateur de Clae. «*Je cherchais à créer un lieu où je pourrai exposer mon travail et qui serait l'occasion de montrer l'ensemble de mon univers.*»

Tombé très tôt dans le hip-hop, passionné par le dessin depuis gamin, Ben est un boulimique de l'art. Ra-



© Franck Alix / JT

UNCLE BEN TATTOO
10 avenue Andromède,
31700 Blagnac
07 84 23 83 22

pidement, les feuilles de papier ne lui suffisent plus, et il se met à dessiner sur tout ce qui lui passe sous la bombe à graff, murs et wagons de train en tête. Avant de se lancer dans le tatouage. «*J'ai commencé à travailler avec plusieurs tatoueurs de la région, en dessinant d'abord sur de la peau synthétique, puis directement sur moi, pour m'entraîner*», relate-t-il.

Il bourlinguera ainsi pendant un temps de salon en salon, avant de rencontrer celui qu'il considère comme son mentor: Feel, de la boutique Original Side. L'homme transmettra son savoir-faire à son apprenti, avant que ce dernier ne monte sa propre affaire, unique en son genre.

«*En travaillant avec plusieurs tatoueurs, je me suis rendu compte que certaines personnes redoutaient l'idée d'avoir sur elles un motif qu'elles devraient porter à vie. J'ai cherché un moyen pour permettre à ces gens*

de sauter le pas tout en pouvant faire marche arrière.» La solution? Le jagua. Mélangé à des huiles essentielles, ce fruit venu d'Amazonie forme une pâte, que Uncle applique directement sur la peau à la pipette. «*On laisse sécher une heure, on nettoie, et 4-5h après, le motif apparaît*», explique-t-il. Le résultat dure entre 3 semaines et un mois.

Outre le tatouage éphémère, le salon proposera les services d'un barbier. En attendant, il est déjà possible de "bruncher" le dimanche matin. De quoi ôter aux salons de tatouage leur image de «*grotte*», comme le dit lui-même Uncle Ben, qui ambitionne de devenir un acteur à part entière du quartier : «*J'ai envie que les gens se sentent ici chez eux, que ce ne soit pas juste un lieu de passage mais aussi d'échange.*»

Martin Gausseran ✍

RENAULT PRO+

Vous allez être fier de votre occasion.

Renault OCCASIONS PRO⁽¹⁾
GARANTIE JUSQU'À 36 MOIS • VÉHICULE DE REMPLACEMENT

Renault OCCASIONS c'est en étant exigeant qu'on reste n° 1. (2) 1^{ER} RÉSEAU DE FRANCE DE VENTE DE VÉHICULES D'OCCASION AUX PARTICULIERS. (2)

(2) Source Arcus® juin 2017 : volume des ventes réseaux aux particuliers en 2016. (1) Acheter un véhicule Renault Occasions bénéficiant de l'offre GARANTIE PRO vous permet de profiter de 5 engagements : une garantie jusqu'à 36 mois pièces et main-d'œuvre avec une assistance 24/24 h en France métropolitaine et dans 30 pays européens, l'essai du véhicule avant l'achat, un minimum de 82 points de contrôle essentiels, un contrôle gratuit à 2000 km ou 1 mois après l'achat, au 1^{er} des 2 termes atteint, et un véhicule de remplacement de catégorie équivalente durant 3 jours en cas d'immobilisation : le véhicule prêté sera de la catégorie la plus proche en fonction des disponibilités locales. Offre réservée aux professionnels.

Renault reconverti renauld-occasions.fr

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse :
SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

LIQUIDATIONS

N° PC : 2018RJ0254

Jugement du 27/03/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de
la SAS AU TOP DU ROULIER DE TOULOUSE
1 avenue de Fondyre 31200 TOULOUSE
Restaurant inter entreprise. Hôtel, restaurant de type traditionnel, bar, distribution de produits à destination des chauffeurs routiers.
RCS 478 355 167
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
Juge-commissaire : M. BLATCHE
Date de cessation des paiements le 01/10/2017.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0263

Jugement du 29/03/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de
la SARL MEDIP AUTO TOULOUSE
51 chemin de Baluffet 31300 TOULOUSE
Mécanique autos et motos,
RCS 811 446 806
liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
Juge-commissaire : M. MOLINIÉ
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0264

Jugement du 29/03/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de
la SAS SB REALISATION
59 allée Jean Jaurès CS 21531 31015 TOULOUSE Cedex 6
Construction totale ou partielle d'immeubles ; rénovation totale ou partielle d'immeubles
RCS 795 127 109
liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6
Juge-commissaire : M. COSSET
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0265

Jugement du 29/03/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de
la SARL B.R.I.S.O.L.
lieu-dit le Barat de Loué 31210 NON-LAT-TAILLEBOURG
construction de sols industriels en béton, revêtements de sols industriels, travaux de terrassement, de fondations
RCS 485 307 128
liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS
Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIES EVRARD
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0266

Jugement du 29/03/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire sur résolution de plan à l'égard de
la SARL F.C.B
14 avenue de Flotis 31240 SAINT-JEAN restaurant, bar (licence 3)
RCS 479 047 938
liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
Juge-commissaire : M. FANTINI
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.



Notre ADRESSE MAIL

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

N° PC : 2018RJ0256

Jugement du 27/03/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de
Monsieur ALVES Raphaël
10 rue Pasteur 31290 VILLE-FRANCHE-DE-LAURAGAIS
Vente directe, commerce de détail de produits cosmétiques, bijoux fantaisie et bien être, conseil en entreprise et marketing, organisation de séminaire, promotion des ventes, rapporteur d'affaire.
RCS 534 530 381
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. MOLVOT
Date de cessation des paiements le 15/02/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0875

Jugement du 29/03/2018 :
de conversion de la procédure de sauvegarde en liquidation judiciaire à l'égard de
la SASu KEYS BKERY AC
Centre Commercial Géant Casino, Espace Fenouillet rue des Usines Route Nationale 20, Zone Industrielle Saint Jory 31150 FENOUILLET
Restauration rapide : sandwicherie, salon de thé, vente à emporter et sur place, vente de glaces.
RCS 814 562 260
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Orlane GACHET
35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
Juge commissaire : M. MOLINIÉ

N° PC : 2018RJ0255

Jugement du 27/03/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de
La SAS MARCHE FAMILY
101/103 rue Bonnat 31400 TOULOUSE
Activité de boucherie, charcuterie, alimentation générale, commerce de détail et dépôt de pain.
RCS 825 011 224
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIES EVRARD
Date de cessation des paiements le 04/01/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0257

Jugement du 27/03/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de
La SARL SB DIFF
4 avenue Pierre Sémard ZA la Piche 31600 SEYSSES
La fabrication et la commercialisation de matériel de salle de bains destiné à des professionnels.
RCS 808 032 387
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. MOLVOT
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0261

Jugement du 29/03/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de
la SAS GARS & L
146/200 avenue des Etats Unis Boite 54 31200 TOULOUSE
bar, restaurant, débit de boisson, fabrication de plats cuisinés à consommer sur place ou à emporter
RCS 802 059 626
liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6
Juge-commissaire : M. COSSET
Date de cessation des paiements le 01/07/2017.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0262

Jugement du 29/03/2018 :
ouverture d'une procédure de ouverture de la liquidation judiciaire simplifiée avec poursuite d'activité autorisée jusqu'au 29/04/2018 à l'égard de
la SARL REVAPORTER
15 rue du Canard 31000 TOULOUSE
Vente de vêtements.
RCS 788 512 929
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. FANTINI
Date de cessation des paiements le 01/09/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0008

Jugement du 29/03/2018 :
conversion en liquidation judiciaire de
Monsieur LACAZE Romain
35 rue AMADEO MODIGLIANI 31170 TOURNEFUILLE
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
RM 797 522 398

N° PC : 2016RJ0763

Jugement du 29/03/2018 :
conversion en liquidation judiciaire de
SARL BLANC & CO FAMILY
60 rue des Tourneurs 31000 TOULOUSE
liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
RCS 538 346 875

N° PC : 2017RJ0275

Jugement du 29/03/2018 :
conversion en liquidation judiciaire de
SAS AMBULANCES GINESTET
6 rue Jacques Babinet 31100 TOULOUSE
liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
RCS 538 983 313

N° PC : 2017RJ0708

Jugement du 29/03/2018 :
conversion en liquidation judiciaire de
SARL PIERQUET & JONÈS
18 place Dominique Martin Dupuy 31000 TOULOUSE
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
RCS 527 535 280

N° PC : 2018RJ0092

Jugement du 29/03/2018 :
conversion en liquidation judiciaire de
La SAS KRISTO
2 rue Marcel Langer Zone Artisanale la Piche 31600 SEYSSES
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
RCS 803 780 774

N° PC : 2018RJ0122

Jugement du 29/03/2018 :
conversion en liquidation judiciaire de
la SARLU TD ECHIROLLES
1389 Voie l'Occitane Immeuble la Pointe Bleue 31670 LABEGE
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
RCS 800 028 417

N° PC : 2009RJ684

Conformément à l'article R. 643-6 du code de commerce, les créanciers et l'adjudicataire sont informés du dépôt au Greffe par SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT de l'état de collocation de la liquidation judiciaire de :
Monsieur DYLEWSKI Norbert
parc de la Tuilerie 31810 VENERQUE
Pour un immeuble situé à VENERQUE 31810 - 5 Lotissement la Tuilerie II
Les contestations sont formées dans le délai de 30 jours à compter de l'insertion au BODACC par déclaration au Greffe du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULOUSE.

N° PC : 2012RJ391

Conformément à l'article R. 643-6 du code de commerce, les créanciers et l'adjudicataire sont informés du dépôt au Greffe par SELAS EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC de l'état de collocation de la liquidation judiciaire de :
Monsieur FAKRI Driss
21 chemin de Molin Arren 31800 LABAR-THE-INARD
Pour un immeuble situé à LABATHE-INARD 31800 - cadastré section B n°1230
Les contestations sont formées dans le délai de 30 jours à compter de l'insertion au BODACC par déclaration au Greffe du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULOUSE.

N° PC : 2018EX0018 (GTC Bobigny)

Jugement du 13/03/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire sur résolution de plan à l'égard de
La SAS INFRAROUGE SECURITE
26 avenue ISAAC NEWTON Zone d'Activité Commerciale de Chanteloup 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
RCS 521 497 149
liquidateur judiciaire : Me BERTRAND Jeanne 2 ter rue de Lorraine 93000 BOBIGNY
Date de cessation des paiements le 31/01/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

REDRESSEMENTS

N° PC : 2018RJ0260

Jugement du 27/03/2018 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de
La SAS LE NOUVEAU POINT CARRE
110 avenue des Ecoles Jules Julien 31400 TOULOUSE
Restauration, vente de boissons sur place, organisations d'évènements.
RCS 822 762 225
mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. MOLVOT
Date de cessation des paiements le 08/06/2017.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018EX0019 (GTC Paris)

Jugement du 20/02/2018 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de
La SARL AERO VISION
1 Avenue de l'Europe Bâtiment H5 Aéroport Paris le Bourget 93350 LE BOURGET
RCS 397 590 837
mandataire judiciaire : la SELAFA MJA prise en la personne de Me Frédérique LEVY 102 boulevard Saint-Denis 75479 PARIS Cedex 10
Administrateur : la SELARL BCM prise en la personne de Me Eric BAULAND 7 rue De Caumartin 75009 PARIS
Mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion
Juge-commissaire : M. WEHBI
Date de cessation des paiements le 13/02/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018EX0017 (GTC Paris)

Jugement du 13/03/2018 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de
La SAS LUDENDO COMMERCE FRANCE
126 rue La Boetie 75008 PARIS
RCS 414 138 842
mandataires judiciaires : la SCP B.T.S.G. en la personne de Me Marc Sénéchal 15 rue de l'Hôtel de Ville 92200 NEUILLY-SUR-SEINE et la SELAFA MJA en la personne de Me Lucile JOUVE 102 rue Du Faubourg Saint-denis 75479 PARIS Cedex 10
Administrateurs : la SELARL 2M et ASSO-CIES 22 rue de l'Arcade 75008 PARIS
mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion et la SCP THEVENOT PARTNERS en la personne de Me Jonathan El Baze 42 rue de Lisbonne 75008 PARIS
mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion
Juge-commissaire : M. MARTIN Louis
Date de cessation des paiements le 23/01/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse :
SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE,
Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 -
Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

N° PC : 2018RJ0258

Jugement du 27/03/2018 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de
La SARL IBUL
12 impasse René Couzinet 31500 TOULOUSE
Conseil et formation aux entreprises, le traitement d'informations numériques.
RCS 800 416 646
mandataire judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
Juge-commissaire : M. MOLVOT
Date de cessation des paiements le 04/10/2017.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0259

Jugement du 27/03/2018 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de
La SARL RMB CONSTRUCTIONS
6 allée Henri Sellier 31400 TOULOUSE
Travaux de maçonnerie générale, gros oeuvre.
RCS 809 904 378
mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMI ZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. BLATCHE
Date de cessation des paiements le 26/09/2017.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

CLOTURES

N° PC : 2013EX0047 (GTC Créteil)

Jugement du 14/03/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SAS SARETEC IMMOBILIER - SARIMMO
9/11 rue Georges Enesco Immeuble Créteil Expansion 94000 CRETEIL
RCS 492 536 362

N° PC : 2009EX0068 (GTC Paris)

Jugement du 26/03/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SA FERMOBA INDUSTRIES
31 avenue F. Delano Roosevelt 75008 PARIS
RCS 430 313 346

N° PC : Jugement du Tribunal de Commerce de Nîmes en date du 21.03.2018 prononçant la clôture pour insuffisance d'actif
CABINET DOUMA CONSULTANT - COFOR
47 Rue d'Enghien - 75010 PARIS
RCS : 393.961.545

N° PC : 2014RJ0235

Jugement du 29/03/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SARL PREMIERE REPONSE
2 rue d'Austerlitz 31000 TOULOUSE
RCS 414 832 089

N° PC : 2014RJ0236

Jugement du 29/03/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SAS PARK ANTICS
2 rue d'Austerlitz 31000 TOULOUSE
RCS 751 582 354

DIVERS

N° PC : 2017RJ0275

Jugement du 29/03/2018 arrêtant le plan de cession de la
SAS AMBULANCES GINESTET
6 rue Jacques Babinet 31100 TOULOUSE
RCS : 538 983 313
au profit de la SAS B2MPV, 10 chemin de Cournaudis, 31770 COLOMIERS

N° PC : 2015RJ0908

Jugement en date du 27/03/2018 :
jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de
Monsieur LEGRAS Jérôme Tristan
7 rue François Mauriac 95470 VEMARS
gérant de la SARL ALL ACCESS
RCS 793 928 557

N° PC : 2015RJ0882

Jugement en date du 27/03/2018 :
jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de
Monsieur TERKI Farid
33 C route de Carbonne 31390 LA-FITTE-VIGORDANE
président de la la SASu DILIGENCE OCCITANE
RCS 799 854 641

N° PC : 2015RJ0932

Jugement en date du 27/03/2018 :
jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de
Madame CAMPOS Cristiane
30 chemin DE CASSELEVRES 31790 SAINT-JORY
gérant de la SARL CAMPOS TRANS-PORTS
RCS 524 234 507

N° PC : 2015RJ1112

Jugement en date du 27/03/2018 :
jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de
Monsieur MENDES Victor Manuel
6 avenue Pierre Durand 31470 FON-SORBES
gérant de la SARL ENTREPRISE DU BATIMENT MC
RCS 497 730 333

N° PC : 2016RJ0934

Jugement en date du 27/03/2018 :
jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de
Monsieur AL OGLAH Adnane
18 rue Felix Mathieu 31100 TOULOUSE
SÉRIE gérant de la la SARL AH CARROS-
RCS 795 283 084

N° PC : 2016RJ0991

Jugement en date du 27/03/2018 :
jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de
Monsieur EL GHAOUTI Moustapha
14 impasse Gardes Naudy Villa7.
31140 AUCAMVILLE
RCS 810 306 894

N° PC : 2017RJ0133

Jugement en date du 27/03/2018 :
jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de
Monsieur FORCHA Pius Tanyi
Appt 542 5 rue de Lestang 31100 TOULOUSE
RCS 443 086 053

N° PC : 2017RJ0572

Jugement en date du 27/03/2018 :
jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de
Monsieur BENNASSER Hassen
Appart 17 17 avenue Aristide Briand 31400 TOULOUSE
gérant de la SARL SUD FRANCE SECURITE
RCS 790 296 503

N° PC : 2016RJ1010

Jugement en date du 29/03/2018 :
jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de
Monsieur DANDACHI Almunkez
4 allée Louise Thuliez 31770 COLOMIERS
président de la SAS Sud Ouest Bati-Pro
RCS 790 363 493

N° PC : 2017RJ0411

Jugement en date du 29/03/2018 :
jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de
Monsieur LALLOUCHE Lotfi Noé
41 BIS chemin de la Caussade 31620 CASTELNAU-D'ESTRETEFONDS
président de la SASu WEECKA
RCS 532 134 616

Par arrêt en date du 14.03.2018 la Cour d'Appel de Toulouse infirme le jugement de ce Tribunal du 09.11.2017 ayant prononcé le redressement judiciaire et dit n'y avoir lieu à ouverture d'une procédure collective à l'encontre de la :

SARL AXIYA
7 rue des Gestes
31000 TOULOUSE
RCS : 812.430.288

N° PC : 2018EX0020 (GTC Lille Métropole)

Jugement du 19/02/2018 :
ouverture d'une procédure de sauvegarde à l'égard de la :
SAS SOMEWHERE
216 rue Winoc Chocqueel 59200 TOURCOING
RCS 414 872 903
Mandataire judiciaire : la SELURL DEPREUX SEBASTIEN prise en la personne de Me DEPREUX Sebastien 21 résidence Flandre 59170 CROIX
Administrateur : la SELARL AJC représentée par Me Colins METALLIER 4 avenue de Flandre 59700 MARCO-ENBAROEUL
mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

Demande d'autorisation de consolidation et de sécurisation de la chaussée de Saint-Martory Commune de Saint-Martory

Une enquête publique, est ouverte, portant sur la demande d'autorisation de consolidation et de sécurisation de la chaussée de Saint-Martory, sur la commune de Saint-Martory.

La personne responsable du projet est M Sébastien Prudhomme (Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement de Haute-Garonne Tél : 05.61.24.98.66) auprès duquel des informations pourront être demandées.

Le dossier d'enquête, sous format papier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de la commune de Saint-Martory pendant 34 jours consécutifs du **mardi 2 mai à 9h au lundi 4 juin 2018 à 12h00**, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux et consigner ses observations, propositions ou contre-propositions sur le registre à feuillets non mobiles ouvert à cet effet.

En outre, le dossier est accessible gratuitement sur un poste informatique à la mairie de la commune de Saint-Martory à ses jours et heures d'ouverture habituels.

Le dossier d'enquête sera téléchargeable sur le site Internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante:

<http://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-avis-de-l-autorite-environnementale/Eau/Police-de-l-eau>

Chacun pourra adresser ses observations par courriel à l'adresse suivante : ddt-seef-enquete-eau@haute-garonne.gouv.fr. Ces observations et propositions seront accessibles sur le site Internet des services de l'État en Haute-Garonne à cette même adresse.

Le public pourra adresser ses observations au commissaire-enquêteur par courrier postal à l'adresse suivante : M le commissaire enquêteur - Enquête publique chaussée de

Saint-Martory - mairie de Saint-Martory 7, avenue Norbert Casteret 31360 Saint-Martory. Elles seront annexées dès leur réception au registre d'enquête déposé à la mairie où elles seront tenues à la disposition du public.

Toute observation, tout courrier ou document réceptionné après **le lundi 4 juin 2018 à 12h00**, ne pourra être pris en considération par le commissaire-enquêteur.

Monsieur Yves Jacops a été désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il recevra le public lors des permanences qu'il tiendra à la mairie de la commune de Saint-Martory aux jours et heures suivants :

- mercredi 2 mai 2018 de 9h00 à 12h00 ;
- mardi 15 mai 2018 de 9h00 à 12h00 ;
- vendredi 25 juin 2018 de 15h00 à 17h30 ;
- lundi 4 juin 2018 de 9h00 à 12h00.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur sera tenue à la disposition du public, durant un an à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne ainsi qu'à la mairie de la commune de Saint-Martory et sera publiée sur le site des services de l'État de la Haute-Garonne à l'adresse précitée.

Les personnes intéressées pourront obtenir à leur frais, communication du rapport et des conclusions en s'adressant à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne - service environnement, eau et forêt - unité des procédures environnementales - 2 bd Armand Duportal, B.P. 7001, 31038 Toulouse cedex 9

A l'issue de l'enquête, le préfet statuera sur la demande d'autorisation, par arrêté préfectoral d'autorisation ou de refus de projet, au vu des résultats de la consultation du public et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

MARCHÉ PUBLIC



Avis d'appel public à la concurrence

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA HAUTE-GARONNE, 1 bd de la Marquette, 31090 TOULOUSE cedex 9

Objet : prestations audiovisuelles : location de matériel vidéo, de sonorisation et d'éclairage

Procédure : procédure adaptée
Description : accord-cadre mono-attributaire à bons de commande d'une durée d'un an

Montants € HT : mini : 50 000 / maxi : 220 000

Forme : prestation divisée en lots : non. Variante refusées

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation

Remise des offres : 07 mai 2018 à 16h00 au plus tard

Renseignements complémentaires : Renseignements complémentaires, accès au règlement et au dossier de la consultation et possibilité de réponse par voie électronique : <https://marches-publics.haute-garonne.fr>, ou à l'adresse ci-après : Conseil départemental de la Haute-Garonne - Direction de la commande publique - Pôle marchés publics - Bât. B - rez-de-chaussée - bureau B073, 1 bd de la Marquette 31090 Toulouse cedex 9 Tél : 05 34 33 35 97 - Fax : 05 34 33 35 81

Envoi à la publication le : **09 avril 2018**

Pour vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet
31000 Toulouse

annonceslegales@
lejournaltoulousain.fr

09 83 27 51 41

VENTE AUX ENCHÈRES



Maître Colette FALQUET
Avocat à TOULOUSE
8, Rue Bouquières 31000 TOULOUSE
Tel 05.61.53.10.60 -
Fax 05.62.26.44.94
e-mail : avocats@falquet-co.fr

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Jeudi 24 MAI 2018 à 14 H 00

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULOUSE-PALAIS DE JUSTICE 2, ALLEES JULES GUESDE

VILLA AVEC PISCINE ABRI DE JARDIN (POOL HOUSE) ET GARAGE TERRAIN AUTOUR : 2199 m2 LIBRE D'OCCUPATION A SAINT-LYS 710 chemin de Crabille SECTION D NUMERO 692

MISE A PRIX : 38.000,00 EUROS

Le cahier des conditions de la vente n°18/00013 peut être consulté au Greffe du Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE aux jours et heures prévus à cet effet, au Cabinet de l'avocat poursuivant ou sur internet www.info-encheres.com.
Visite : LUNDI 14 MAI 2018 DE 14 H 30 A 15 H 30
Seuls les Avocats au Barreau de TOULOUSE peuvent soutenir les enchères.

Me C. FALQUET
Avocat signé

CONSTITUTIONS

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution de la société civile EMERA DÉVELOPPEMENT - **OBJET :** - Le contrôle, la prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières; - L'acquisition, la propriété, l'administration et la vente de tous immeubles; - L'acquisition, la gestion et la vente de toutes valeurs mobilières; - L'acquisition, la gestion et la vente de tous brevets et droits de propriété industrielle; - L'activité de conseil en gestion et de conseil financier ainsi que l'assistance administrative dans toutes sociétés ou entreprises; - Et généralement, toutes opérations se rapportant à cet objet ou contribuant à sa réalisation pourvu que celles-ci n'aient pas pour effet d'altérer son caractère civil. - **SIEGE SOCIAL :** TOULOUSE (31200) - rue Paule Raymond n°41 - Zac Gabardie - **DUREE :** 99 ans à compter de la date de son immatriculation au R.C.S. - **CAPITAL SOCIAL :** 18.800.000 euros, divisé en 18.800 parts sociales de 1.000 euros chacune, entièrement libérées, constitué d'apports en numéraire pour la somme de 1.000 euros, et d'apports en nature de titres de société pour une valeur globale de 18.799.000 euros - **GERANCE :** la société « HELIANTHE DEVELOPPEMENT », SARL à capital variable, ayant son siège social à TOULOUSE (31200) - ZAC Gabardie - 41 rue Paule Raymond, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 808.698.328, représentée par Monsieur Bertrand MANIER, en qualité de représentant légal - **CESSION DE PARTS :** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants et descendants. Elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre les époux et en cas d'apport à une société-holding dont l'associé-apporteur est majoritaire avec les membres directs de sa famille (conjoint(e) et enfants) exclusivement. Les parts sociales ne peuvent être cédées ou transmises ou encore apportées à des tiers étrangers à la société, qu'avec le consentement des associés représentant plus des trois quarts du capital social. - **IMMATRICULATION :** RCS de TOULOUSE (31).

Le Gérant,

Suivant acte SSP en date du 30/03/2018, il a été constitué une eurl. Dénomination : OSS166. Objet : La société a pour objet, en France comme à l'étranger : Le conseil stratégique aux entreprises, le marketing, la publicité et la communication sous toutes les formes, par tous les procédés et moyens, et pour toutes les fins ; les activités de prestataires de services ; toutes activités de production, de vente, de distribution. La prise d'intérêts et la participation directe ou indirecte dans toutes les entreprises, par tous les moyens et sous toutes les formes. L'acquisition et la cession de biens immobiliers ou mobiliers. Toute activité de formation. Siège social : 81 chemin la gardière 31380 montpitol. Capital : 1000 €. Durée : 99 ans. Gérance: M. gueille pascal, 81 chemin la gardière 31380 montpitol. Immatriculation RCS TOULOUSE.



**Etude de Maîtres
Catherine
MARTIN-RAFFRAY
et
Romuald LE GOHIC,
Notaires associés
CARHAIX-PLOUGUER (Finistère)
13 Avenue Victor Hugo**

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Romuald LE GOHIC, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle dénommée « Catherine MARTIN-RAFFRAY – Romuald LE GOHIC, Notaires », titulaire d'un Office Notarial à CARHAIX-PLOUGUER (Finistère), 13 Avenue Victor Hugo, le 2 décembre 2017 publiée au service de la publicité foncière de CHATEAULIN, le 26 décembre 2017 volume 2017P numéro 4714 a été constitué un groupement forestier ayant les caractéristiques suivantes : Associés : Mr Hubert Louis REST, Ingénieur Agronome en retraite, époux de Mme Josiane Colette Anne-Marie ROUILLE, demeurant à TOULOUSE (31100), 47 rue de la Balance, né à NEUFCHATEAU (88300), le 20 Janvier 1948. Melle Margot Annyvonne MINOLFI, Collégienne, demeurant à FOUESNANT (29170), 26 Chemin de Kernoc'h, née à QUIMPER (29000), le 21 Juillet 2003. Melle Manon Louise Léontine REST, Collégienne, demeurant à SAINT-YVI (29140), 12 Hent Ar Boulenou, née à QUIMPER (29000), le 22 septembre 2005. Melle Eloise Yvonne Brigitte GOMMON, Lycéenne, demeurant à CONCARNEAU (29900), 17 rue Anita Conti, née à QUIMPER (29000), le 22 octobre 2001. Mme Clotilde Anne Yvonne REST, Lycéenne, demeurant à SAINT-YVI (29140), 12 Hent Ar Boulenou née à QUIMPER (29000), le 10 décembre 2001. Melle Julie MINOLFI, Lycéenne, demeurant à FOUESNANT (29170), 26 chemin de Kernoc'h née à QUIMPER (29000), le 13 juillet 2000. Objet : la constitution, l'amélioration, l'équipement, la conservation et la gestion d'un ou plusieurs massifs forestiers susceptibles d'aménagement et d'exploitation régulière, ainsi que leurs accessoires et dépendances indissociables qui seront compris dans son patrimoine ou dont il aura la jouissance par suite d'apport, d'acquisition ou de prise à bail. Dénomination : GROUPEMENT FORESTIER DE VERNUBER. Siège : TOULOUSE (31000), 47 rue de la balance. Durée : 99 années. Apport(s) en nature : DIX-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (17 500,00 EUR) Apport(s) en numéraire : CINQ CENTS EUROS (500,00 EUR). Le montant total des apports s'élevé à DIX-HUIT MILLE EUROS (18 000,00 EUR), somme égale au montant du capital social. Cession des parts : un associé peut librement céder tout ou partie de ses parts à l'un de ses descendants ou à son conjoint ainsi qu'à un associé exploitant les biens forestiers du groupement. Toute autre cession, à titre onéreux, ne peut avoir lieu qu'avec l'agrément des associés. L'exercice social commence le 01 janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Le premier gérant d'un commun accord entre les constituants est Monsieur Hubert REST susnommé jusqu'à révocation de ses fonctions ou démission de ce dernier. La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Pour avis
Le notaire.

**SCP J.-P. REVERSAT
Notaire
31210 MONTREJEAU**

Suivant acte reçu par Maître Jean-Pierre REVERSAT Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle « Jean-Pierre REVERSAT », titulaire d'un Office Notarial à MONTREJEAU, 3, Voie du Bicentenaire en date du 26 Mars 2018 enregistré à ST GAUDENS le 28 Mars 2018 Bordereau 2018/148 case N° 1.

Il a été établi les statuts d'une Société Civile Immobilière desquels il résulte notamment ce qui suit :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

La Société est dénommée : **KAZLAP1**. Le siège social est fixé à : VILLE-NEUVE-DE-RIVIERE (31800) 27 RN 117. La Société est constituée pour une durée de **99 années**.

Les associés effectuent les apports en numéraire suivants à la société :

Mme Carmen COMA apporte la somme de **DIX EUROS (10,00 EUR)**.

Mme Béatrice FAGGION apporte la somme de **NEUF CENT QUATRE-VINGTS (980,00 EUR)**.

M. Florian PAYET apporte la somme de **DIX EUROS (10,00 EUR)**.

Le capital social est fixé à la somme de : **MILLE EUROS (1.000,00 EUR)** divisé en 100 parts, de 10 € chacune, numérotées de 1 à 100 attribuées aux associés en proportion de leurs apports.

Le premier exercice social commencera à compter du jour de l'immatriculation de la société au RCS de TOULOUSE pour se terminer le 31 Décembre 2019.

Le premier gérant est : **M. Florian PAYET demeurant à MONTPELLIER (34090) 5 Rue de la Chêne Apt 2 Résidence les Acanthes.**

La société sera immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de TOULOUSE.



**Maître Olivier FIS
Notaire à SALIES DU SALAT (31260)
8 Boulevard Jean Jaurès**

Suivant acte reçu par Me BARES, notaire au sein de l'étude de Me FIS, notaire titulaire d'un office notarial à SALIES DU SALAT, le 07/04/2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : SCI Fleury C&B

Forme sociale : Société Civile Immobilière

Siège social : CAZERES (31220), 54 Rue Victor Hugo

Objet social : l'acquisition, la gestion, l'exploitation par bail, location de tous biens ou droits immobiliers, la prise de participation dans toutes sociétés civiles et/ou immobilières, l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts avec ou sans garanties hypothécaires, exceptionnellement l'aliénation de tout ou partie de l'actif social par tous moyens et généralement toutes opérations, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social

Apports en numéraire : 1.000,00 €, **Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation

Capital social : MILLE EUROS (1.000,00 €) : 100 parts sociales de 10,00 € chacune, numérotées de 1 à 100

Gérant statutaire : M. Benjamin Pierre Marie FLEURY, né à MACHECOUL (44270), le 24/04/1985 et demeurant à CAZERES (31220), 54 Rue Victor Hugo

Clause d'agrément des transferts de parts : Les parts sont librement cessibles entre associés uniquement. En cas de décès d'un associé, les parts sociales ne sont pas librement transmissibles par voie de succession.

Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

**POUR AVIS ET MENTION.
Me Florence BARES, Notaire.**



Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me DURAFOURG, Notaire à CARAMAN (HG), le 16/03/2018, il a été constitué la sté :

DENOMINATION : SCI RYAF

FORME : Société Civile Immobilière

CAPITAL SOCIAL : DIX EUROS (10,00€)

SIÈGE SOCIAL : Lieudit Cammas- Chemin du Village 31460 CARAGOUDES

OBJET SOCIAL

- l'acquisition, la gestion, la vente et, plus généralement, l'exploitation par location ou autrement, de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés,

- la prise de participation dans toutes sociétés immobilières,

- l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans garanties hypothécaires destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection ou autres à faire dans les immeubles de la société.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.

APPORTS :

Apport en numéraire : Fabrice RAFFIN : 1,00 € et Alexia RAFFIN : 9,00 €

GERANCE : Alexia RAFFIN Chemin du Village-lieudit Cammas 31460 CARAGOUDES

IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE.

CESSION DE PARTS SOCIALES – AGREMENT : Cession libre entre associés, ascendants et descendants. L'agrément sera obtenu par décision unanime des associés.

Pour avis,
Me DURAFOURG,

NIMAZ

**Société à responsabilité limitée au capital de 9 000 euros
Siège social : 47 boulevard Lazare Carnot 31000 TOULOUSE**

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Toulouse du 21/03/2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme sociale : Société à responsabilité limitée Dénomination sociale : NIMAZ Siège social : 47 boulevard Lazare Carnot, 31000 TOULOUSE Objet social : La vente de produits et services pour l'habitat spécialisé dans la conception, la vente et l'installation de cuisines, salles de bain et aménagement d'intérieur ainsi que toutes les activités se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés Capital social : 9 000 euros Gérance : Monsieur Grégory AZOULAY, demeurant 4 chemin de la Palanque 31140 LAUNAGUET Monsieur Nicolas SAMHAT, demeurant 22 bis chemin de la bourdette 81500 LABASTIDE ST GEORGES Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Pour avis,
La Gérance



Avis de constitution

Avis est donné de la constitution de la Société civile immobilière MEDI'DOC SIEGE SOCIAL : CUGNAUX (31270) 14 chemin Gaylar

OBJET : L'acquisition, l'administration, la vente et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers.

DURÉE : 99 années

CAPITAL : 1000 euros

GERANCE : Monsieur Pascal BLET, demeurant 14 chemin GAYLAR - 31270 CUGNAUX et Madame Corinne BASSET, demeurant 34 allée du Médoc - 31770 COLOMIERS

IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse

Pour avis,



Avis de constitution de la S.A.S BYC

Suivant acte sous seing privé en date du 1er Février 2018, il a été constitué une société par actions simplifiée dont les caractéristiques sont les suivantes :

· Dénomination sociale : SAS BYC

· Capital social : 300 €, divisé en 300 actions de valeur nominale de 1 Euro.

· Siège social : 15 Avenue de Fronton Local 1 31200 Toulouse

· Objet : La société a pour objet : Acquisition et exploitation d'un fond de commerce de restaurant traditionnelle, traiteur, plats thaïlandais cuisinés à emporter et à consommer sur place.

· Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

· Président : M. Yoan BRU demeurant au 25 rue des Turlu 31200 Toulouse.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE

La Gérance,



**Patrick PARTOUCHE
AVOCAT
19 Chemin de Nicol
31200 TOULOUSE**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 6 Avril 2018 il a été constituée une Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société Civile Immobilière

DENOMINATION : SCI DU BOIS VERT

OBJET : L'acquisition, la propriété, la construction, l'administration, l'exploitation par bail, location, ou autrement de tous immeubles et droits immobiliers , et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

CAPITAL : 100 € entièrement libéré

APPORTS : en numéraire

SIEGE SOCIAL : Lieu-dit « AMAGRE » 27 Lotissement ZA du Girou à GRAGNAGUE

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S.

GERANCE : Frédéric TRENQUE demeurant 8 Chemin des côteaux à RABASTENS (81800)

CESSION DE PARTS : les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Toutes les autres cessions sont soumises à agrément.

IMMATRICULATION : Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE

Pour Avis

Par Assp du 4.4.2018, il a été constituée une SCI dénommée : LES ALOUETTES TOULOUSAINES. Capital : 3 200€. Siège : 25 rue des alouettes, 31200 Toulouse. Objet : Acquisition, gestion et exploitation par bail, location ou autre, leur mise à disposition gratuite ou non au profit d'un associé ou de sa famille, des immeubles de la société. Durée : 99 ans. Gérance : Mr DE LA VALLEE DE PIMODAN Edouard, 25 Rue Des Alouettes, 31200 Toulouse. Cession de parts sociales : Les parts sociales sont librement cessibles au profit d'un Associé. Toute cession à un tiers de la société est soumise au préalable à agrément de la collectivité des Associés réunis en Assemblée Générale.

Immatriculation au RCS de Toulouse

Suivant un acte ssp en date du 03/04/2018, il a été constitué une SASU à capital variable

Dénomination : **LES GRANDS ESPACES**

Siège social : 13 Rue Des Couteliers 31000 TOULOUSE

Capital : Min : 300 €, Souscrit : 3000 €, Max : 1000000 €

Objet : conseil en rse

Durée : 99 ans

Président : M. DUCHÈNE Florent 13 Rue Des Couteliers 31000 TOULOUSE

Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte ssp en date du 27/03/2018, il a été constituée une SARL

Dénomination : **PROTOKOL**

Siège social : 10 Rue Guillemain Tarayre 31000 TOULOUSE

Capital : 8000 €

Objet : analyses, essais et inspections techniques

Durée : 99 ans

Gérance : Mme DOUMBIA Fanta 10 Rue Guillemain Tarayre 31000 TOULOUSE

Immatriculation au RCS de TOULOUSE

TRANSFERTS DE SIÈGE

MANI

SARL au capital de 480 000 €

808 573 851 RCS TOULOUSE

Siège social : 3 rue des Blanchers, 31000 Toulouse

Transfert de siège social

Par AGE du 10 janvier 2018 les associés ont décidé de transférer le siège social au 21 rue Roquelaine, 31000 TOULOUSE à compter de ce jour.

L'article 4 des statuts est modifié.

EURL ROULIN ANTHONY MACONNERIE GENERALE

SARL - Capital : 1000 euros

830 387 593 RCS TOULOUSE

Siège social : 64 Impasse Germaine Tillion 31660 BESSIERES

Transfert de siège social

Par AGE du 1er mars 2018 l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 40 Grand-rue des Fleurs, 31660 BUZET-SUR-TARN à compter de ce jour.

L'article 4 des statuts est modifié

MODIFICATIONS DIRIGEANT(S)



SELARL FIRMAS MAMY SICARD DELBOUYS

Avocats

2, rue d'Avocats

266 avenue de Grande-Bretagne – 31300 TOULOUSE

Tél. : 05.62.47.64.64



LEOMED Société par actions simplifiée au capital de 799 000 euros

840 rue de l'Hers

Zone de la Masquère

31750 ESCALQUENS

828 029 157 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Mixte du 2 janvier 2018, il résulte qu'à compter de cette date et pour une durée illimitée :

La société TLD FINANCES, SAS au capital de 5 000 euros, dont le siège social est 4 avenue Gabriel FAURE – 09100 VILLENEUVE DU PAREAGE, immatriculée au RCS de FOIX sous le numéro 827 958 109, a été nommée en qualité de Président en remplacement de M. Thomas LEONARC-DUCLUZEAU, démissionnaire.

M. Thomas LEONARC-DUCLUZEAU demeurant 4 rue Gabriel Fauré – 09100 VILLENEUVE DU PAREAGE a été nommé en qualité de membre du conseil de surveillance en remplacement de la société TDL FINANCES, démissionnaire.

Pour avis

SCEA DE LA BRIQUETTERIE Société au capital de 8 000 Euros

La Briquetterie

31540 SAINT JULIA

RCS TOULOUSE : 434 200 325

Aux termes d'un acte sous seing privé du 31 mars 2018 à SAINT JULIA (Haute-Garonne), les associés ont pris acte de la démission de Madame Sylvie SCRIBE, épouse RAMOND, demeurant à La Briquetterie à SAINT-JULIA (31540), de ses fonctions de gérant de la société, à compter du 31 mars 2018.

Pour avis, le représentant légal

Suivant acte sous seing privé en date du 20 février 2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'étendre l'objet social aux activités de d'achat et le portage de parts, la gestion d'un portefeuille de droits sociaux ; de gestion financière ; d'assistance et de fourniture de prestations de services administratifs, comptables, informatiques, financiers, commerciaux et techniques aux sociétés filiales ou non ; de réalisation de toutes opérations de trésorerie ; d'animation des sociétés filiales et de détermination de leur politique générale et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

Pour avis,
La Gérance.

SAS AMIEL Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 100 000 euros

Siège social : Zone d'Activité Commerciale du Perget

1 bis rue Antoine Lavoisier

31 770 COLOMIERS

RCS TOULOUSE 532 938 305

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 1er avril 2018, il résulte que la société FINANCIERE AMIEL, société à Responsabilité Limitée à associé unique, au capital de 240.000,00 euros, dont le siège social est situé 2 rue du Fort, 31 480 PELLEPORT, immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 833 156 227, avec comme représentant permanent personne physique Monsieur Christophe AMIEL, demeurant 2 rue du fort, 31 480 PELLEPORT, a été nommé président à compter de ce même jour pour une durée illimitée et ce en remplacement de Monsieur Christophe AMIEL, Président démissionnaire à compter de ce jour.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

AMRACO

Société par actions simplifiée unipersonnelle

Au capital social de 1 000 €

Siège social : 241 Rue Henri Desbals 31100 TOULOUSE

814 772 174 RCS TOULOUSE

Modification du Président

Par délibération en date du 1er janvier 2018, il a été décidé la nomination de Monsieur KAID Abdelmajid, demeurant 154 Route de Saint Simon, Villa 41, 31100 TOULOUSE, en qualité de Président de la société, à compter du 1er janvier 2018, pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur KAID Mohamed, démissionnaire.

L'article 20 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis et insertion

ORAL

S.A.R.L. au capital de 1.000 Euros

5A rue de Labourdette

GRATENTOUR (31150)

RCS TOULOUSE 794 410 365

Avis

Suivant procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement le 31 mars 2018, les associés ont décidé de nommer Madame Isabelle ARZUR, demeurant à GRATENTOUR (31150), 5A rue de Labourdette, en qualité de gérant de la société pour une durée illimitée à compter du 1er avril 2018 - 0 heure, en remplacement de Monsieur Alain POPOFF, gérant démissionnaire en date d'effet du 31 mars 2018 - minuit.

Pour avis.

P DE N GESTION, SAS au capital de 1000 euros, 268 avenue de Muret, 31300 TOULOUSE, 807919964 RCS TOULOUSE, Le 25/03/2018 l'associé unique Patrice DE NARDI, demeurant 22 rue de l'Amandier, 31300 TOULOUSE a été nommé en qualité de Président en remplacement d'Antoine DE NARDI, démissionnaire.

MODIFICATION OBJET SOCIAL

JFSF

Société à Responsabilité Limitée

MODIFICATIONS CAPITAL SOCIAL

SASU JPM

CAPITAL : 100 €
SIEGE SOCIAL : 20 Rue Montaigne
31 700 BLAGNAC
N° SIRET : 807 399 696 00010
RCS : TOULOUSE

Avis d'augmentation du capital

Lors de l'assemblée générale ordinaire d'affectation des résultats au 31-10-2017 qui a eu lieu le 16 Mars 2018, l'associé unique de la société JPM a décidé d'augmenter le capital de cette société d'un montant de 100 euros pour le porter à 5 000 euros en émettant 4 900 parts sociales ayant chacune une valeur nominale de 1 €.

L'article 8 des statuts a été modifié pour indiquer le nouveau montant du capital.

TRANSPORTS ROUTIERS DE L'ARIZE

S.A.R.L. à associé unique
au capital de 7.623 Euros
6, Impasse Ramoundet
ZAC des Serres NOE(31410)
RCS TOULOUSE 382 920 4605

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 29 mars 2018, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de la société de la somme de QUATRE VINGT DOUZE MILLE TROIS CENT SOIXANTE DIX SEPT (92.377) Euros, pour le porter de la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT TROIS (7.623) Euros à la somme de CENT MILLE (100.000) Euros, par incorporation de réserves. En représentation de cette augmentation de capital, la valeur nominale de chaque part est portée de 15,246 Euros à 200 Euros. En conséquence, les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés.

Pour avis,

TRANSPORTS DEVELOPPEMENT DU VOLVESTRE

S.A.S.U. au capital de 80.000 Euros
6, Impasse Ramoundet
ZAC des Serres NOE(31410)
RCS TOULOUSE 325 298 735

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 29 mars 2018, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de la société d'une somme de CENT VINGT MILLE (120.000) Euros, pour le porter de la somme de QUATRE VINGT MILLE (80.000) Euros à la somme de DEUX CENT MILLE (200.000) Euros, par incorporation de réserves. En représentation de cette augmentation de capital, la valeur nominale de chaque action est portée de 22,86 Euros à 57,14 Euros. En conséquence, les articles 7 et 8 des statuts ont été modifiés.

Pour avis,

DISSOLUTIONS

GESTION PLUS

Société civile immobilière en liquidation
Au capital de 762,25 euros
Siège social : CASTELMAUROU
31180 CHEMIN DE REBEL
Siège de liquidation :
CHEMIN DE REBEL
31180 CASTELMAUROU
388 748 196 RCS TOULOUSE

Avis de dissolution anticipée

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 10.04.2018 a décidé la dissolution anticipée et rétroactive de la Société à compter 31.12.2017 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Monsieur GASPARIINI Georges, demeurant Chemin de Rebel 31180 CASTELMAUROU, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé CHEMIN DE REBEL 31180 CASTELMAUROU. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis
Le Liquidateur

SARL à capital variable Editions Pierre DESLOGES au capital de 1000 € Siège social : 9 Rue Jean Monfrax Bât E, Apt 19 31450 DEYME 818354896 .L'AGE du 06/04/2018 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 06/04/2018 et sa mise en liquidation amiable. Liquidateur: M. Loïc AMBERT demeurant 9 Rue Jean Monfrax Bât E - Apt 19 31450 DEYME. Le siège de la liquidation est fixé chez le liquidateur. RCS Toulouse.

INFOPHONE CENTER

Société par actions simplifiée
Au capital de 500 euros
Siège social : 16 Rue des Changes
31000 TOULOUSE
821 819 448 RCS TOULOUSE

Dissolution anticipée

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31 décembre 2017, il résulte que:

Les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31 décembre 2017 et sa mise en liquidation. L'assemblée générale susvisée a nommé comme liquidateur Madame LAKHAL Yamina, demeurant 29 Rue de l'Ukraine, Appartement 60, 31100 TOULOUSE, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social de la société, 16 Rue des Changes, 31000 TOULOUSE, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Mention sera faite au RCS : TOULOUSE

Pour avis,

LIQUIDATIONS

AUTAN

Société à Responsabilité Limitée en liquidation au capital de 4 000 euros
Siège social et de liquidation :
4 Chemin de la Croix Del Fiou
31320 VIEILLE TOULOUSE
RCS TOULOUSE 818 239 535

L'Assemblée Générale du 21/03/2018 a approuvé le compte définitif de liquidation au 28/02/2018, déchargé M. Cyprien JOUBERT de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation au 28/02/2018. Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse.

Pour avis, le liquidateur

GESTION PLUS

Société civile immobilière en liquidation
Au capital de 762,25 euros
Siège social : CASTELMAUROU
31180 CHEMIN DE REBEL
Siège de liquidation :
CHEMIN DE REBEL
31180 CASTELMAUROU
388 748 196 RCS TOULOUSE

Avis de clôture de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 10.04.2018 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Gasparini Georges de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Toulouse, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis
Le Liquidateur

Forme : SAS, Dénomination : SOTAM, au capital de 100€, Siège social : 1 Bis Allée Henri Plas - 31770 Colomiers, RCS TOULOUSE : 827 865 817. L'AGE du 15/12/2017 a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur : M. TOULZA BERTRAND, de sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/12/2017. Mention au RCS TOULOUSE.

Forme : SARL à capital variable Editions Pierre DESLOGES au capital de 1000 €.Dénomination : Editions Pierre DESLOGES. Siège social : 9 Rue Jean Monfrax Bât E, Apt 19 31450 DEYME 818354896. L'AG Ordinaire du 06/04/2018 a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur de sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 06/04/2018 RCS Toulouse.

DIVERS

ECHASUDEST

Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 euros
Siège social : 486 Chemin des
4 Tours - 04180 VILLENEUVE
824579106 RCS Manosque

Avis de publicité

Personne habilitée à engager la société : VITIÈRE Julien, gérant, 25A Route de Castres 31280 DREMIL-LAFAGE
Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 28 Mars 2018, Le siège social a été transféré au 15 Avenue de la Mouyssaquère 31280 DREMIL-LAFAGE, à compter du 28 Mars 2018.

En conséquence, la Société qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Manosque sous le numéro 824579106 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

L'article «Siège social» des statuts a été modifié en conséquence.

Le nom de VITIÈRE Julien, ancien Gérant, a été retiré des statuts sans qu'il y ait lieu à un remplacement par celui de THEBAULT Virginie, nouveau gérant demeurant 486 Chemin des 4 Tours 19 lot les 4 Tours 04180 VILLENEUVE.

L'article 15 des statuts a été modifié en conséquence.

Le nouveau Gérant est nommé à compter du 28 Mars 2018 pour une durée indéterminée.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 27 mars 2018 à TOULOUSE, la société DISTRIBUTION CASINO FRANCE, société par actions simplifiée au capital de 106.801 329 euros dont le siège social est à ST-ETIENNE (42000) - 1 cours Antoine Guichard, RCS 428 268 023 ST-ETIENNE a donné en location-gérance à la société WAI-HINE, société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros, dont le siège social est à TOULOUSE (31000) - 8 rue Pharaon, RCS 837 885 706 TOULOUSE, un fonds de commerce d'alimentation générale comprenant les éléments corporels et incorporels sis et exploités à TOULOUSE (31000) - 8 rue Pharaon, pour une période d'un an à compter du 27 mars 2018 pour se terminer le 26 mars 2019 renouvelé par tacite reconduction pour une période d'un an.

LA GLOIRE

Société à responsabilité limitée
au capital de 4 000 euros
Siège social : 19 Avenue de la Gloire
31500 TOULOUSE
500 138 490 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Par délibération en date du 1er janvier 2018, les associés ont décidé la transformation de la société en Société par actions simplifiée à compter du 1er janvier 2018.

Cette transformation entraîne la modification des mentions ci-après qui sont frappées de caducité :

FORME :
Ancienne mention : Société à Responsabilité limitée
Nouvelle mention : Société par actions Simplifiée

ADMINISTRATION :
Ancienne mention : Gérant, Monsieur AYRAL David, 19 Avenue de la Gloire-31500 TOULOUSE

Nouvelle mention :Président, Monsieur AYRAL David, 19 Avenue de la Gloire 31500 TOULOUSE

Immatriculation : RCS TOULOUSE

Pour avis et insertion.



Antoine Ginesty
Sébastien Salesses
Notaires Associés
ETUDE PLACE WILSON

Changement de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Maître Antoine GINESTY, Notaire Associé à TOULOUSE (Haute Garonne), 4 et 5, place Wilson, le 9 avril 2018, M. François Régis Robert RIVIERE, en invalidité, né à TOULOUSE (31000) le 24/08/1961 et Mme Béatrice Marie RIVIERE, fonctionnaire territorial, née à SAINT-GIRONS (09200) le 11/12/1963, son épouse, demeurant ensemble à TOULOUSE (31300) 62 Bis allée Maurice Sarraut ; Mariés à la mairie de LE PORT (09320) le 14/09/1985 sous le régime légal de la communauté d'acquêts. Ont adopté pour l'avenir le régime de la communauté universelle de biens meubles et immeubles, présents et avenir, tel qu'il est établi par l'article 1526 du CC. Les oppositions pourront être faites dans le délai de 3 mois et devront être notifiées par L.R.-A.R ou exploit d'huissier à Me GINESTY, 4 et 5 pl. Wilson - 31000 TOULOUSE. En cas d'opposition les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au TGI de TOULOUSE.

SARL TCM TP
Société à Responsabilité Limitée
Au capital social de 500 euros
Siège social : 73 Rue du Cagire
31100 TOULOUSE
804 642 395 RCS TOULOUSE

Transfert de siège social Augmentation de capital social Modification de la gérance

Par délibération en date du 1er avril 2018, l'associé unique a pris les décisions suivantes :

1° Transfert du siège social à compter du 1er avril 2018 du 73 Rue du Cagire, 31100 TOULOUSE au 16 Rue du Terroir, 31140 SAINT ALBAN

2° Augmentation du capital social d'une somme de 9 500 euros, par incorporation de réserves, pour le porter de 500 euros à 10 000 euros.

3° Nomination en qualité de gérant de la société, à compter du 1er avril 2018, pour une durée indéterminée, de Monsieur PINHEIRO TEIXEIRA Casimiro, Abraao, demeurant 21 Route de Montberon, en remplacement de Monsieur NUNES MOREIRA Joaquim, démissionnaire.

Les articles 4, 7, 8 et 18 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis et insertion

Forme : SAS Dénomination : SERENITE HABITAT, au capital de 3000 €. SIEGE: 24 avenue Georges Brassens 31700 BLAGNAC - N° 837809391 RCS TOULOUSE.

L'AGE, du 28/02/2018 a décidé :

- le transfert du siège social au 105 chemin de Croix Bénite - Appt C202, 31200 Toulouse.

- la nomination de Mr PLAZA Cédric, demeurant 105 chemin de Croix Bénite - Appt C202 31200 Toulouse, en qualité de Directeur Général et ce à compter du 28/02/2018.

- l'extension de l'objet social: fabrication de plats pour consommation sur place et/ou à emporter.

Modifications au RCS TOULOUSE.

NOTRE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE



09 83 27 51 41

RECTIFICATIFS

Rectificatif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain du 15 mars, concernant la nomination de Gérant de la SCI TOUDEL, il convient de lire «LAGO du 23 février 2018» et non «du 23 février 2188».

Rectificatif à l'annonce parue le 29/03/2018, concernant la constitution de la SARL 2A CREATION. Il convient de lire l'Objet : travaux de plaques aux plâtre et non placo plâtre.

Additif à l'avis de cession de fonds FAVOT à O PTITS PRIMEURS paru au n°775 du 08/02/2018 : le cédant, en liquidation judiciaire par jugement du 21/03/2017, est représenté par la Société EGIDE, S.E.L.A.S. au capital de 650.000€, dont le siège est à TOULOUSE (31000) 4 rue Amélie, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le n°522287689.

Additif concernant l'annonce parue le 08/03/2018 dans le Journal Toulousain relative à la société TLS Développement, il convient d'ajouter : « Le capital social est variable, et le montant minimum est de 1000€ ».

Le GIP PPLE lance le portail : PPLE.fr



Le site de référence des informations et de la publicité légale des entreprises

Les trois acteurs du domaine de la publicité légale :

- l'APTE (Association de la Presse pour la Transparence Économique),
- le CNGTC (Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce),
- la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative),

mettent à la disposition des usagers un nouveau Portail d'accès à la Publicité Légale des Entreprises : PPLE.fr



Accessible à partir de l'adresse www.pple.fr

ce nouveau site offre un accès unique à l'ensemble des informations légales sur les sociétés et les entreprises commerciales détenues par les sites :

- actulegales.fr qui référence l'ensemble des annonces publiées dans les journaux français d'annonces légales ;
- bodacc.fr qui détient les données publiées sur le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales ;
- infogrefre.fr qui centralise l'ensemble des documents déposés aux registres du commerce.

Mis en œuvre dans le cadre du GIP (Groupement d'intérêt public) PPLE, le portail offre la possibilité de rechercher une entreprise, soit par :

- l'utilisation de mots-clés à travers une recherche « full-text » ou une recherche avancée,
- soit via le département en cliquant sur une carte de France,
- soit par le code APE,
- soit encore en affichant les dernières entreprises ayant enregistré un mouvement.

Le site offre l'accès à plus de 8 millions d'entreprises et indique pour chacune d'elle, les informations ou publicités légales disponibles sur les sites partenaires. L'utilisateur peut ensuite afficher l'information qu'il recherche directement sur le site partenaire (Infogrefre.fr, Bodacc.fr ou Actulegales.fr).

La mise en place de ce portail vise à contribuer à la transparence économique en associant les 3 acteurs français de la publicité légale.

